

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1204**22 mai 2013****SOMMAIRE**

Aerium EBBC A S.à r.l.	57749	European Generating S.à r.l.	57751
Aerium EBBC S.à r.l.	57749	Flores Finance S.A.	57746
Aerium Place de Paris S.à r.l.	57749	Fralephi S.à r.l.	57746
A.I. Asesoria de Inversiones S.A.	57749	Fralephi S.à r.l.	57746
Anmaver S.A. - SPF	57748	GSI Company Sàrl	57746
Asopos A.G.	57792	HBM BioCapital II Invest	57774
Belloc S.A.	57749	Hinterlang S.à r.l.	57746
Bimolux S.A.-SPF	57749	Hollycroft Investments S.A.	57746
Cadogan GDC S.à r.l.	57750	ICS Beauty S.à r.l.	57747
Café des Bons Amis de Gomes S.à r.l.	57750	Immo AL 33	57747
Celestica (Luxembourg) S.à r.l.	57750	Immo AL 35/37	57747
CHDA Liegenschaftsverwaltung S.à r.l. ..	57750	Immo PDP2	57747
Cilbup S.à r.l.	57785	Immo PDP4	57747
Classic Cars Management S.à r.l.	57763	Inazuma	57748
Consofi S.A.	57750	Initial S.à r.l.	57747
CTS Coating Technology System S.A. ...	57750	International Partners Advice S.A.	57748
CTS Coating Technology System S.A. ...	57751	iSys Capital Solutions	57748
CTS Coating Technology System S.A. ...	57751	J.A.F. S.A.- SPF	57748
Dachdeckerei & Schornsteinbau Zimmer- Lux Sàrl	57751	LDV Management III Glenn Arrow S.C.A.	57748
Dynamics Holding S.A.	57751	Polytech Industries S.A.	57790
E.G. Capital S.A.	57752	Polytech Investment (SPF) S.A.	57790
E.G. Capital S.à r.l.	57752	Value Capital Group S.A.	57763
E.M.P. S.A.	57751		

Flores Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 156.501.

Les Comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046110/9.

(130056497) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Fralephi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4131 Esch-sur-Alzette, 2, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 152.350.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046111/9.

(130056222) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Fralephi S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4131 Esch-sur-Alzette, 2, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 152.350.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046112/9.

(130056223) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

GSI Company Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5884 Hesperange, 300C, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 160.154.

Les comptes annuels au 30 juin 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046134/9.

(130056145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Hinterlang S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6452 Echternach, 34, rue Kahlenbeerch.

R.C.S. Luxembourg B 150.428.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046157/9.

(130056595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Hollycroft Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 157.342.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046161/9.

(130056168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Immo AL 33, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 95.460.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046164/9.

(130056232) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Immo AL 35/37, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 95.447.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046165/9.

(130056235) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Immo PDP2, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 95.444.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046166/9.

(130056175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Immo PDP4, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 95.542.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046167/9.

(130056174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Initial S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8437 Steinfert, 66, rue de Koerich.

R.C.S. Luxembourg B 100.740.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046171/9.

(130056143) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

ICS Beauty S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5692 Elvange, 15, rue Nicolas Brücher.

R.C.S. Luxembourg B 163.642.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046178/9.

(130055978) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Inazuma, Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 137.156.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046185/9.

(130056134) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

International Partners Advice S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55-57, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 83.664.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046193/9.

(130056131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

J.A.F. S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 77.459.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046202/9.

(130056460) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

LDV Management III Glenn Arrow S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 143.265.

Le bilan consolidé audité au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046242/9.

(130056523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Anmaver S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 36.873.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013045944/9.

(130056452) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

iSys Capital Solutions, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 172.162.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013045907/9.

(130056157) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

A.I. Asesoria de Inversiones S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 57.469.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013045908/9.

(130056140) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Aerium EBBC A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 112.831.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013045910/9.

(130056295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Aerium EBBC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 108.429.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013045911/9.

(130056288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Aerium Place de Paris S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 105.171.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013045912/9.

(130056152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Belloc S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2514 Luxembourg, 15, rue Jean-Pierre Sauvage.

R.C.S. Luxembourg B 154.304.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013045958/9.

(130056657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Bimolux S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 43.826.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013045976/9.

(130056389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Cadogan GDC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2128 Luxembourg, 22, rue Marie-Adélaïde.

R.C.S. Luxembourg B 151.662.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046000/9.

(130056356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Café des Bons Amis de Gomes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2652 Luxembourg, 120, rue Albert Unden.

R.C.S. Luxembourg B 97.997.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046001/9.

(130056121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Celestica (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 99.169.

Les comptes annuels au 30 avril 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046012/9.

(130056642) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

CHDA Liegenschaftsverwaltung S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 69, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 124.323.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046016/9.

(130056747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Consofi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.

R.C.S. Luxembourg B 69.053.

Les comptes annuels au 31 mars 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046022/9.

(130056491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

CTS Coating Technology System S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 148.041.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046031/9.

(130056514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

CTS Coating Technology System S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 148.041.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046032/9.

(130056515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

CTS Coating Technology System S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2213 Luxembourg, 16, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 148.041.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046033/9.

(130056516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Dachdeckerei & Schornsteinbau ZimmerLux Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5435 Oberdonven, 6C, rue de la Moselle.

R.C.S. Luxembourg B 144.998.

Les comptes annuels au 31. Dezember 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046038/9.

(130056519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

Dynamics Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 147.723.

Les Comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046044/9.

(130056040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

E.M.P. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof (Koerich), 9, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 48.969.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046057/9.

(130056473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

European Generating S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2124 Luxembourg, 102, rue des Maraîchers.

R.C.S. Luxembourg B 78.525.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013046059/9.

(130056746) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.

**E.G. Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. E.G. Capital S.A.).**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 109.281.

In the year two thousand thirteen, on the fifteenth of March.

Before Maître Karine REUTER, notary, residing in Pétange, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholder of

«E.G. CAPITAL S.A.»

a société anonyme governed by the laws of Luxembourg,

having had its registered office at L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée,

registered with the Register of Commerce and Companies at Luxembourg, under number B 109.281,

incorporated by a deed of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary public residing in Sanem, on July 4th, 2005, published in Mémorial C number 1.196 on November 12th, 2005, page 57367.

The articles of association of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on October 19th, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on October 29th, 2012 under number 2.657, page 127515.

The meeting is presided by Johanna TENEBAY, private employee, with professional address at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg;

who appoints as secretary Lucile WERNERT, private employee, with professional address at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Sébastien BOMBENGER, private employee, with professional address at 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I.- The shareholder present, the proxy of the represented shareholder and the number of its shares are shown on an attendance-list; this attendance-list, signed by the shareholder, the proxy of the represented shareholder and by the board of the extraordinary general meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxy of the represented shareholder, signed “ne varietur” by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

II.- The whole subscribed capital being represented at the present extraordinary general meeting and the shareholder represented declaring that it has had due notice and got knowledge of the agenda prior to this extraordinary general meetings, no convening notices were necessary.

IV.- That the agenda of the meeting is the following:

Agenda:

1. Waiver of Convening notices;
2. Change of the legal form of the Company, in order to transform it from a public limited company (société anonyme) into a limited liability company (société à responsabilité limitée);
3. Change of the name of the Company into E.G. CAPITAL S.à r.l.;
4. Acceptance of the resignation of the statutory auditor and of the sole director, with discharge;
5. Appointment of the Manager of the Company;
6. Full restatement of the articles of association in order to adapt them to the new form of the Company;
7. Miscellaneous.

The present extraordinary general meeting is then regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda and that after deliberation the Meeting has unanimously taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the corporate share capital being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notices, the shareholders represented considering them as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

Second resolution

The General Meeting decides to change the legal form of the Company, in order to transform it from a public limited company (société anonyme) into a limited liability company (société à responsabilité limitée), without a new company being created, the limited company continuing to exist and continuing its activities under the new name “E.G. CAPITAL S.à r.l.”.

Third resolution

The General Meeting decides to change the name of the Company into E.G. CAPITAL S.à r.l.

Fourth resolution

The General Meeting decides to accept the resignation of the statutory auditor and of the sole director, and to give them full and entire discharge for the execution of their mandates.

Fifth resolution

The General Meeting decides to modify the 1.454.930 shares ("actions") with nominal value of 10 euros, into 1.454.930 shares ("parts sociales") with a nominal value 10 euros, which are by Mr. Akos ERDOS, born on March 22nd, 1954 in Miskolc (Hungary), with professional address at 20, rue de Rome, L-8224 Mamer (Luxembourg), holding 1.244.738 shares and EG Capital holding 210.192 shares.

The General Meeting also decides to appoint for an unlimited period Mr. Akos ERDOS, born on March 22nd, 1954 in Miskolc (Hungary), with professional address at 20, rue de Rome, L-8224 Mamer (Luxembourg), as sole manager of the Company.

The company shall be bound under all circumstances by the individual signature of the sole Manager.

Sixth resolution

The General Meeting decides to restate the articles of incorporation of the company as follows:

In the German version:

„ Art. 1. Die wie vorgenannt Erschienene errichtet hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung „E.G. CAPITAL S.à r.l.“ („die Gesellschaft“), der diese Satzung sowie die anwendbaren Gesetze und insbesondere das Gesetz vom 10.8.1915 über die Handelsgesellschaften in seiner abgeänderten Form (das „Gesetz von 1915“) zu Grunde gelegt wird.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der Geschäftsführer innerhalb der Stadt Luxemburg verlegt werden.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist die Durchführung sämtlicher Geschäfte, welche direkt oder indirekt mit dem Erwerb, der Verwaltung, der Kontrolle und der Verwertung von Beteiligungen an allen in- oder ausländischen Unternehmen zusammenhängen.

Die Gesellschaft kann namentlich alle Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Einlage, Zeichnung, Kaufoption, Kauf oder sonst jedweder Art, und dieselben durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonst jedweder Art veräußern.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft Patente und andere davon abgeleitete, oder dieselben ergänzenden, Rechte erwerben und verwerten.

Die Gesellschaft darf außerdem alle Handels-, Industrie-, Mobiliar- und Immobiliengeschäfte, die sich direkt oder indirekt auf die vorbenannten Geschäfte beziehen oder deren Verwirklichung erleichtern können, ausführen.

Die Gesellschaft wird alle zur Wahrung ihrer Rechte gebotenen Maßnahmen treffen und alle Handlungen vornehmen, welche ihrem Zweck entsprechen oder diesen fördern.

Art. 4. Die Gesellschaft wird für unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 14.549.300,- € (vierzehn Millionen fünfhundertneunundvierzigtausend dreihundert Euro) eingeteilt in 1.454.930 (eine Million vierhundertvierundfünfzigtausend neunhundertdreissig) Aktien mit einem Nominalwert von je EUR 10,- (zehn Euro).

Das Gesellschaftskapital kann unter den in Artikel 169 des Gesetzes von 1915 festgelegten Bedingungen jederzeit erhöht oder herabgesetzt werden.

Jede verfügbare Emissionsprämie steht der Gesellschaft zur Verfügung und kann ausgeschüttet werden.

Art. 6. Jeder Anteil berechtigt im direkten Verhältnis zur Zahl der existierenden Anteile zur Beteiligung an den Aktiva und an den Gewinnen der Gesellschaft.

Die Anteile sind gegenüber der Gesellschaft unteilbar. Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber pro Anteil an. Soweit mehrere Personen an einem Anteil berechtigt sind, so haben sie gegenüber der Gesellschaft eine Person als Inhaber des Anteils zu bezeichnen; ansonsten ist die Gesellschaft berechtigt, die Ausübung der mit den Anteilen verbundenen Rechte auszusetzen bis eine solche Bezeichnung erfolgt ist.

Art. 7. Zwischen Gesellschaftern sind die Anteile frei übertragbar. Die Abtretung von Anteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der in einer Gesellschafterversammlung gegebenen Genehmigung von Gesellschaftern, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals repräsentieren. Übertragungen sind der Gesellschaft und Dritten gegenüber erst rechtswirksam, nachdem sie gemäß Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches der Gesellschaft zugestellt oder von ihr in einer notariellen oder privatschriftlichen Urkunde angenommen worden sind. Für Übertragungen von Todes wegen

gelten die Bestimmungen des Artikels 189 des Gesetzes von 1915 mit der Maßgabe, dass auch Übertragungen an pflichtteilsberechtigte Erben und an den überlebenden Ehegatten der Genehmigung durch Gesellschafter bedürfen, die mindestens drei Viertel der durch die überlebenden Gesellschafter gehalten Anteile vertreten.

Soweit es nur einen einzigen Gesellschafter gibt sind Übertragungen an Dritte frei.

Art. 8. Die Gesellschafterversammlung fasst ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit. Beschlüsse über die Änderung der Satzung sind nur rechtsgültig, soweit sie von einer Mehrheit der Gesellschafter gefasst werden, die mindestens drei Viertel des Kapitals vertreten.

Jeder Gesellschafter ist in der Gesellschafterversammlung stimmberechtigt und hat so viele Stimmen, wie er Anteile besitzt. Jeder Gesellschafter kann sich aufgrund einer schriftlichen Vollmacht rechtsgültig vertreten lassen. Der Vertreter braucht nicht ein Gesellschafter oder Geschäftsführer zu sein.

Art. 9.

9.1. Ernennung, Zusammensetzung und Befugnisse des Geschäftsführerrates

Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer (die „Geschäftsführer“) verwaltet, die nicht Gesellschafter zu sein brauchen und die einen Geschäftsführerrat als Gremium bilden (der „Geschäftsführerrat“).

Die Zahl der Geschäftsführer wird bestimmt und die Mitglieder des Geschäftsführerrates werden ernannt, abberufen und ersetzt durch einen Beschluss der Gesellschafter, welche mehr als die Hälfte des Kapitals vertreten.

Die Gesellschafter bestimmen in dem vorstehend bezeichneten Beschluss die Befugnisse und die Dauer des Mandats der Mitglieder des Geschäftsführerrats. Wenn keine Dauer angegeben ist, sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Dauer bestellt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden; sie können auch ohne Grund und Entschädigung jederzeit von den Gesellschaftern mit der im vorangegangenen Absatz angegebenen Mehrheit abberufen werden.

Der Geschäftsführerrat kann eines seiner Mitglieder als Vorsitzenden des Geschäftsführerrats wählen, wobei die Dauer seiner Amtszeit von dem Geschäftsführerrat bestimmt wird. Die Stimme des Vorsitzenden des Geschäftsführerrats hat keine entscheidende Wirkung.

Gegenüber Dritten haben die Geschäftsführer die ausgedehntesten Befugnisse, um alle Handlungen vorzunehmen, welche für die Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, in Übereinstimmung mit Artikel 9 der gegenwärtigen Satzung.

9.2. Abstimmungsverfahren des Geschäftsführerrates

Der Geschäftsführerrat kann nur rechtsgültig beschließen, wenn mindestens die Mehrheit der Geschäftsführer bei einer Sitzung anwesend oder vertreten ist; er kann auch Beschlüsse im Umlaufverfahren fassen.

Sitzungen der Geschäftsführung werden per Einberufung durch den Vorsitzenden des Geschäftsführerrats oder von zwei Geschäftsführern unter Angabe der Tagesordnung und Vorlage von Kopien eventuell vorhandener diskussionsbedürftiger Unterlagen.

Ein Geschäftsführer kann auch durch einen anderen Geschäftsführer vertreten werden; dabei kann ein Geschäftsführer jeweils nur einen anderen Geschäftsführer vertreten.

Sitzungen des Geschäftsführerrats können mittels persönlicher Anwesenheit oder per Telefonkonferenz oder sonstiger Kommunikationsmittel, welche den Teilnehmern erlaubt, miteinander so zu kommunizieren, dass jeder den anderen hören und verstehen kann, abgehalten werden. Die Protokolle jeder Sitzung werden von allen anwesenden Geschäftsführern unterzeichnet. Schriftliche Beschlüsse, die von allen Geschäftsführern genehmigt und unterschrieben sind, haben die gleiche Wirkung wie die in einer Sitzung des Geschäftsführerrats gefassten Beschlüsse.

Über die Sitzungen des Geschäftsführerrates wird jeweils ein Protokoll erstellt und von den anwesenden Geschäftsführern unterzeichnet.

9.3. Vertretung der Gesellschaft

Die Gesellschaft wird durch die gemeinschaftliche Unterschrift von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates oder durch die Einzelunterschrift des Bevollmächtigten des Verwaltungsrates rechtsgültig verpflichtet. Wenn die Gesellschaft einen Verwaltungsrat mit nur einem Mitglied hat, so ist dieses Mitglied alleine zeichnungsberechtigt.

Der Geschäftsführerrat kann einen Geschäftsführer für die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft wählen, der die Gesellschaft durch seine Alleinunterschrift wirksam vertritt, vorausgesetzt er handelt innerhalb seiner Vertretungsbefugnis.

Die Bestimmung eines Geschäftsführers für die tägliche Geschäftsführung führt zur Verpflichtung des Geschäftsführerrates für jede ordentliche Gesellschafterversammlung einen Bericht über das Gehalt, Gebühren oder jede sonstige Vorteilsgewährung anzufertigen, die dem Geschäftsführer für die tägliche Geschäftsführung gewährt worden ist.

Der Geschäftsführerrat kann Vollmacht für besondere Aufgaben an einen oder mehrere „Ad-Hoc“ Vertreter gewähren, die nicht Gesellschafter sein müssen.

Der Geschäftsführerrat bestimmt für diesen Vertreter den Umfang der Vollmacht, seine Vergütung, die Dauer der Vollmacht und alle anderen Bedingungen der Vertretung.

Die Bevollmächtigten können jederzeit ohne Angabe von Gründen und ohne Anspruch auf eine Abfindung abberufen werden.

Im Falle der Bevollmächtigung eines „Ad-Hoc“ Vertreters nach vorstehendem Artikel 9.3. wird die Gesellschaft wirksam durch die Unterschrift des bevollmächtigten „Ad-Hoc“ Vertreters vertreten, vorausgesetzt er handelt innerhalb seiner Vertretungsbefugnis.

Art. 10. Hinsichtlich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft sind die Geschäftsführer und Bevollmächtigten als Beauftragte nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 11. Der Tod, der Verlust der Geschäftsfähigkeit, der Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters haben nicht die Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

Gläubiger, Berechtigte und Erben eines verstorbenen Gesellschafters können nie einen Antrag auf Pfändung oder die Geltendmachung sonstiger Rechte hinsichtlich von Eigentum der Gesellschaft oder Unterlagen der Gesellschaft stellen.

Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich an die in der letzten Bilanz aufgeführten Werte halten.

Art. 12. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 13. Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen, Rückstellungen und sonstigen Lasten verbleibende Nettogewinn wird wie folgt verteilt:

- fünf Prozent (5,00%) des Gewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, gemäss den gesetzlichen Bestimmungen, bis diese 10% des gezeichneten Kapitals erreicht;
- der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Art. 14. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von den Gesellschaftern ernannten Liquidatoren, welche keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt.

Die Gesellschafter bestimmen über die Befugnisse und Bezüge der Liquidatoren.

Art. 15. Für alle Punkte, welche nicht in diesen Satzungen festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen und insbesondere auf die Bestimmungen des Gesetzes von 1915.“

In the English version:

“ **Art. 1.** There is hereby formed a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name of “E.G. CAPITAL S.à r.l.” (“the Company”) which will be governed by the present articles of association as well as by the respective laws and particularly by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Law of 1915”).

Art. 2. The Company’s registered office is established in the City of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by decision of the Managers.

Art. 3. The object of the corporation is the taking of participating interests, in whatsoever form, in other, either Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests.

The corporation may in particular acquire real estate and all types of transferable securities, either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, as well as realise them by sale, transfer, exchange or otherwise.

The corporation may also acquire and manage all patents and other rights deriving from these patents or complementary thereto.

The corporation may borrow and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies.

The company may also perform any transactions in real estate and in transferable securities, and may carry on any commercial, industrial and financial activity, which it may deem necessary and useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 4. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 5. The Company’s subscribed capital is fixed at EUR 14,549,300.- (fourteen million five hundred forty-nine thousand three hundred Euro) represented by 1,454,930 (one million four hundred fifty-four nine hundred thirty euros) shares with a nominal value of EUR 10.- (ten euros) each.

The share capital can be increased or decreased at any time subject to Art. 169 of the Law of 1915.

Any available share premium shall be distributable at the free disposal of the Company.

Art. 6. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Towards the Company, the Company’s shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint coowners have to appoint a sole person as their representative towards the Company; otherwise the Company is authorized to suspend the exercise of the rights connected with the shares until such appointment has occurred.

Art. 7. Between shareholders the shares are freely transferable. The assignment of shares between living persons to such persons who are not shareholders requires the approval of shareholders who represent at least three quarters of the share capital, given in a general meeting of shareholders. Assignments become legally effective towards the Company and third parties after having been delivered to the Company according to Art. 1690 of the Civil code (Code civil) or

after having been accepted by the Company by virtue of a notarial deed or private deed. In case of a transfer by cause of death Article 189 of the Civil code applies with the proviso that the transfer to any third parties, including to successors who have a right to the legal portion and the transfer to the surviving spouse also require the approval of shareholders who represent at least three quarters of the share capital.

In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

Art. 8. Resolutions of the general meeting of shareholders are made by simple majority. However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority of shareholders representing at least three quarters of the Company's share capital. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding.

Each shareholder may be represented by virtue of a written proxy. The proxyholder need not be a shareholder or Manager.

Art. 9.

9.1. Appointment, formation and power of the Board of Managers The Company is managed by one or several managers (the "Managers") who need not be shareholders and who, in case of plurality of Managers, constitute a board of Managers (the "Board").

The number of Managers is fixed and the members of the Board are appointed, revoked and replaced by a resolution adopted by shareholders representing more than half of the share capital.

In the aforementioned resolution the shareholders fix the power inherent in the Managers' mandates as well as their duration. If no duration is specified, they are appointed for an unlimited duration. The Managers may be reelected; they may be dismissed at any time and without cause or indemnity by the shareholders with the aforementioned majority of votes.

The Board may choose from among its members a Chairman of the Board who shall serve for such period as is determined by the Board. The Chairman of the Board shall not be entitled to a casting vote.

In dealing with third parties, the Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object provided the terms of this article 9 shall have been complied with.

Art. 9.2. Decision making process of the Board of Managers. The Board can only validly decide if at least the majority of all Managers are present or represented at a meeting; however, decisions can be taken by circular resolution.

All Board meetings shall be convened by the Chairman of the Board or any two (2) Managers by a convening notice stating the agenda and comprising copies of any relevant papers to be discussed.

A Manager can be represented by another Manager; however a Manager can not represent more than one other Manager.

Decisions of the Board may be taken by means of personal attendance or by means of a conference call or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by all Managers present. A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held.

Art. 9.3. Representation of the Company. The Company will be bound by the joint signature of two (2) managers or the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the Board. In case the Board is composed of one (1) member only, the Company will be bound by the signature of the sole manager.

The Board may elect for the day to day administration of the Company an Executive Manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the delegation by the Board.

The delegation in favor of a member of the Board shall entail the obligation for the Board to report each year to the ordinary meeting of shareholders on the salary, fees and any advantages granted to the Executive Manager.

The Board may subdelegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents, which may also be non shareholders.

The Board will determine this agent's responsibilities and remuneration, the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency. The agent's authorization may be revoked by the Board at any time without cause or indemnity.

In case of an appointment of an ad hoc agent according to the proceeding Article 9.3., the Company is represented by the sole signature of the ad hoc agent, provided he acts within the limits of the delegation by the Board.

Art. 10. The Managers and authorized signatories assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

Art. 11. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the shareholders will not bring the Company to an end. Creditors, beneficiaries and heirs of a deceased shareholder cannot file an application for a garnishment or for the enforcement of other rights with regard to the property or documents of the Company. They have to adhere to the last financial statement to exercise their rights.

Art. 12. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 13. Each year, with reference to December 31, the Company's accounts are established and the Managers prepare an annual account in the form of a financial statement including profits and losses.

The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortizations, expenses and other burdens is allocated as follows:

- Five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital;
- the remaining amount is at the disposal of the shareholders.

Art. 14. In case of a winding-up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators which need not be shareholders, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 15. Reference is made to the provisions of the Law of 1915, as amended, for all matters for which no specific provision is made in these articles of association."

Nothing else being on the agenda, the President declares the present meeting closed.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail and that the German version will prevail concerning the articles of incorporation.

The document having been read to the persons appearing, who are known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the said persons signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil treize, le quinze mars.

Par-devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange (Grand-Duché de Luxembourg).

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme

«E.G. CAPITAL S.A.»

avec siège social à L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée,

inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 109.281,

constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, en date du 4 juillet 2005, publié au Mémorial C numéro 1.196 du 12 novembre 2005, page 57367, dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 19 octobre 2012, publié au Mémorial C numéro 29 octobre 2012, numéro 2.657, page 127515.

L'assemblée est présidée par Johanna TENEBAY, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Lucile WERNERT, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Sébastien BOMBENGER, employé privé, ayant son adresse professionnelle au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Reste pareillement annexée aux présentes la procuration de l'associé représenté, après avoir été paraphées «ne varietur» par les comparants.

II.- L'intégralité du capital social souscrit étant représentée à la présente assemblée générale extraordinaire, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires représentés et présents se reconnaissant dûment convoqué et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué au préalable. La présente assemblée générale extraordinaire est ainsi régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Transformation d'une société anonyme en une société à responsabilité limitée;

3. Modification de la dénomination de la société en «E.G. CAPITAL S.à r.l.»;
4. Démission commissaire aux comptes et de l'administrateur unique de la société, avec pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats;
5. Nomination du gérant de la société;
6. Refonte des nouveaux statuts de la société;
7. Divers.

Après délibération, l'Assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, tous les actionnaires représentés ou présents à l'Assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de transformer la société anonyme en une société à responsabilité limitée, sans qu'une nouvelle société soit constituée, mais que la société à responsabilité limitée est la continuation de la société anonyme existante et qu'elle constitue ses activités sous la nouvelle dénomination «E.G. CAPITAL S.à r.l.».

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier la dénomination de la société en «E.G. CAPITAL S.à r.l.».

Quatrième résolution

L'assemblée générale accepte la démission du commissaire aux comptes, ainsi que de l'administrateur unique et lui donne pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats.

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de modifier les 1.454.930 actions, d'une valeur nominale de 10 euros, en 1.454.930 parts sociales d'une valeur nominale de 10 euros, lesquelles sont détenues par M. Akos ERDOS, né le 22 mars 1954 à Miskolc (Hongrie), ayant son adresse professionnelle au 20, rue de Rome, L-8224 Mamer (Luxembourg) à raison de 1.244.738 et EG Capital à raison de 210.192 parts.

L'assemblée générale décide également de nommer pour une durée illimitée, M. Akos ERDOS, né le 22 mars 1954 à Miskolc (Hongrie), ayant son adresse professionnelle au 20, rue de Rome, L-8224 Mamer (Luxembourg), en qualité de gérant unique.

La société étant valablement engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant.

Sixième résolution

L'assemblée générale décide la refonte des statuts, lesquels auront la teneur suivante:

Version allemande:

„ **Art. 1.** Die wie vorgenannt Erschienene errichtet hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung „E.G. CAPITAL S.à r.l.“ („die Gesellschaft“), der diese Satzung sowie die anwendbaren Gesetze und insbesondere das Gesetz vom 10.8.1915 über die Handelsgesellschaften in seiner abgeänderten Form (das „Gesetz von 1915“) zu Grunde gelegt wird.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft ist in Luxemburg-Stadt.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss der Geschäftsführer innerhalb der Stadt Luxemburg verlegt werden.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist die Durchführung sämtlicher Geschäfte, welche direkt oder indirekt mit dem Erwerb, der Verwaltung, der Kontrolle und der Verwertung von Beteiligungen an allen in- oder ausländischen Unternehmen zusammenhängen.

Die Gesellschaft kann namentlich alle Arten von Wertpapieren erwerben, sei es durch Einlage, Zeichnung, Kaufoption, Kauf oder sonst jedweder Art, und dieselben durch Verkauf, Abtretung, Tausch oder sonst jedweder Art veräußern.

Darüber hinaus kann die Gesellschaft Patente und andere davon abgeleitete, oder dieselben ergänzenden, Rechte erwerben und verwerten.

Die Gesellschaft darf außerdem alle Handels-, Industrie-, Mobiliar- und Immobiliengeschäfte, die sich direkt oder indirekt auf die vorbenannten Geschäfte beziehen oder deren Verwirklichung erleichtern können, ausführen.

Die Gesellschaft wird alle zur Wahrung ihrer Rechte gebotenen Maßnahmen treffen und alle Handlungen vornehmen, welche ihrem Zweck entsprechen oder diesen fördern.

Art. 4. Die Gesellschaft wird für unbestimmte Zeit gegründet.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 14.549.300,- (vierzehn Millionen fünfhundertneunundvierzigtausend dreihundert Euro) eingeteilt in 1.454.930 (eine Million vierhundertvierundfünfzigtausend neunhundertdreissig) Aktien mit einem Nominalwert von je EUR 10,- (zehn Euro).

Das Gesellschaftskapital kann unter den in Artikel 169 des Gesetzes von 1915 festgelegten Bedingungen jederzeit erhöht oder herabgesetzt werden.

Jede verfügbare Emissionsprämie steht der Gesellschaft zur Verfügung und kann ausgeschüttet werden.

Art. 6. Jeder Anteil berechtigt im direkten Verhältnis zur Zahl der existierenden Anteile zur Beteiligung an den Aktiva und an den Gewinnen der Gesellschaft.

Die Anteile sind gegenüber der Gesellschaft unteilbar. Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber pro Anteil an. Soweit mehrere Personen an einem Anteil berechtigt sind, so haben sie gegenüber der Gesellschaft eine Person als Inhaber des Anteils zu bezeichnen; ansonsten ist die Gesellschaft berechtigt, die Ausübung der mit den Anteilen verbundenen Rechte auszusetzen bis eine solche Bezeichnung erfolgt ist.

Art. 7. Zwischen Gesellschaftern sind die Anteile frei übertragbar. Die Abtretung von Anteilen unter Lebenden an Nichtgesellschafter bedarf der in einer Gesellschafterversammlung gegebenen Genehmigung von Gesellschaftern, welche mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals repräsentieren. Übertragungen sind der Gesellschaft und Dritten gegenüber erst rechtswirksam, nachdem sie gemäß Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches der Gesellschaft zugestellt oder von ihr in einer notariellen oder privatschriftlichen Urkunde angenommen worden sind. Für Übertragungen von Todes wegen gelten die Bestimmungen des Artikels 189 des Gesetzes von 1915 mit der Maßgabe, dass auch Übertragungen an pflichtteilsberechtigte Erben und an den überlebenden Ehegatten der Genehmigung durch Gesellschafter bedürfen, die mindestens drei Viertel der durch die überlebenden Gesellschafter gehalten Anteile vertreten.

Soweit es nur einen einzigen Gesellschafter gibt sind Übertragungen an Dritte frei.

Art. 8. Die Gesellschafterversammlung fasst ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit. Beschlüsse über die Änderung der Satzung sind nur rechtsgültig, soweit sie von einer Mehrheit der Gesellschafter gefasst werden, die mindestens drei Viertel des Kapitals vertreten.

Jeder Gesellschafter ist in der Gesellschafterversammlung stimmberechtigt und hat so viele Stimmen, wie er Anteile besitzt. Jeder Gesellschafter kann sich aufgrund einer schriftlichen Vollmacht rechtsgültig vertreten lassen. Der Vertreter braucht nicht ein Gesellschafter oder Geschäftsführer zu sein.

Art. 9.

9.1. Ernennung, Zusammensetzung und Befugnisse des Geschäftsführerrates

Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer (die „Geschäftsführer“) verwaltet, die nicht Gesellschafter zu sein brauchen und die einen Geschäftsführerrat als Gremium bilden (der „Geschäftsführerrat“).

Die Zahl der Geschäftsführer wird bestimmt und die Mitglieder des Geschäftsführerrates werden ernannt, abberufen und ersetzt durch einen Beschluss der Gesellschafter, welche mehr als die Hälfte des Kapitals vertreten.

Die Gesellschafter bestimmen in dem vorstehend bezeichneten Beschluss die Befugnisse und die Dauer des Mandats der Mitglieder des Geschäftsführerrats. Wenn keine Dauer angegeben ist, sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Dauer bestellt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden; sie können auch ohne Grund und Entschädigung jederzeit von den Gesellschaftern mit der im vorangegangenen Absatz angegebenen Mehrheit abberufen werden.

Der Geschäftsführerrat kann eines seiner Mitglieder als Vorsitzenden des Geschäftsführerrats wählen, wobei die Dauer seiner Amtszeit von dem Geschäftsführerrat bestimmt wird. Die Stimme des Vorsitzenden des Geschäftsführerrats hat keine entscheidende Wirkung.

Gegenüber Dritten haben die Geschäftsführer die ausgedehntesten Befugnisse, um alle Handlungen vorzunehmen, welche für die Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, in Übereinstimmung mit Artikel 9 der gegenwärtigen Satzung.

9.2. Abstimmungsverfahren des Geschäftsführerrates

Der Geschäftsführerrat kann nur rechtsgültig beschließen, wenn mindestens die Mehrheit der Geschäftsführer bei einer Sitzung anwesend oder vertreten ist; er kann auch Beschlüsse im Umlaufverfahren fassen.

Sitzungen der Geschäftsführung werden per Einberufung durch den Vorsitzenden des Geschäftsführerrats oder von zwei Geschäftsführern unter Angabe der Tagesordnung und Vorlage von Kopien eventuell vorhandener diskussionsbedürftiger Unterlagen.

Ein Geschäftsführer kann auch durch einen anderen Geschäftsführer vertreten werden; dabei kann ein Geschäftsführer jeweils nur einen anderen Geschäftsführer vertreten.

Sitzungen des Geschäftsführerrats können mittels persönlicher Anwesenheit oder per Telefonkonferenz oder sonstiger Kommunikationsmittel, welche den Teilnehmern erlaubt, miteinander so zu kommunizieren, dass jeder den anderen hören und verstehen kann, abgehalten werden. Die Protokolle jeder Sitzung werden von allen anwesenden Geschäftsführern unterzeichnet. Schriftliche Beschlüsse, die von allen Geschäftsführern genehmigt und unterschrieben sind, haben die gleiche Wirkung wie die in einer Sitzung des Geschäftsführerrats gefassten Beschlüsse.

Über die Sitzungen des Geschäftsführerrates wird jeweils ein Protokoll erstellt und von den anwesenden Geschäftsführern unterzeichnet.

9.3. Vertretung der Gesellschaft

Die Gesellschaft wird durch die gemeinschaftliche Unterschrift von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates oder durch die Einzelunterschrift des Bevollmächtigten des Verwaltungsrates rechtsgültig verpflichtet. Wenn die Gesellschaft einen Verwaltungsrat mit nur einem Mitglied hat, so ist dieses Mitglied alleine zeichnungsberechtigt.

Der Geschäftsführerrat kann einen Geschäftsführer für die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft wählen, der die Gesellschaft durch seine Alleinunterschrift wirksam vertritt, vorausgesetzt er handelt innerhalb seiner Vertretungsbefugnis.

Die Bestimmung eines Geschäftsführers für die tägliche Geschäftsführung führt zur Verpflichtung des Geschäftsführerrates für jede ordentliche Gesellschafterversammlung einen Bericht über das Gehalt, Gebühren oder jede sonstige Vorteilsgewährung anzufertigen, die dem Geschäftsführer für die tägliche Geschäftsführung gewährt worden ist.

Der Geschäftsführerrat kann Vollmacht für besondere Aufgaben an einen oder mehrere „Ad-Hoc“ Vertreter gewähren, die nicht Gesellschafter sein müssen.

Der Geschäftsführerrat bestimmt für diesen Vertreter den Umfang der Vollmacht, seine Vergütung, die Dauer der Vollmacht und alle anderen Bedingungen der Vertretung.

Die Bevollmächtigten können jederzeit ohne Angabe von Gründen und ohne Anspruch auf eine Abfindung abberufen werden.

Im Falle der Bevollmächtigung eines „Ad-Hoc“ Vertreters nach vorstehendem Artikel 9.3. wird die Gesellschaft wirksam durch die Unterschrift des bevollmächtigten „Ad-Hoc“ Vertreters vertreten, vorausgesetzt er handelt innerhalb seiner Vertretungsbefugnis.

Art. 10. Hinsichtlich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft sind die Geschäftsführer und Bevollmächtigten als Beauftragte nur für die Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 11. Der Tod, der Verlust der Geschäftsfähigkeit, der Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters haben nicht die Auflösung der Gesellschaft zur Folge.

Gläubiger, Berechtigte und Erben eines verstorbenen Gesellschafters können nie einen Antrag auf Pfändung oder die Geltendmachung sonstiger Rechte hinsichtlich von Eigentum der Gesellschaft oder Unterlagen der Gesellschaft stellen.

Zur Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich an die in der letzten Bilanz aufgeführten Werte halten.

Art. 12. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 13. Am Ende eines jeden Geschäftsjahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung.

Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen, Rückstellungen und sonstigen Lasten verbleibende Nettogewinn wird wie folgt verteilt:

- fünf Prozent (5,00%) des Gewinnes werden der gesetzlichen Reserve zugeführt, gemäss den gesetzlichen Bestimmungen, bis diese 10% des gezeichneten Kapitals erreicht;
- der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Art. 14. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren von den Gesellschaftern ernannten Liquidatoren, welche keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt.

Die Gesellschafter bestimmen über die Befugnisse und Bezüge der Liquidatoren.

Art. 15. Für alle Punkte, welche nicht in diesen Satzungen festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die gesetzlichen Bestimmungen und insbesondere auf die Bestimmungen des Gesetzes von 1915.“

Version anglaise:

“ **Art. 1.** There is hereby formed a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name of “E.G. CAPITAL S.à r.l.” (“the Company”) which will be governed by the present articles of association as well as by the respective laws and particularly by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the “Law of 1915”).

Art. 2. The Company’s registered office is established in the City of Luxembourg. It may be transferred to any other place within the City of Luxembourg by decision of the Managers.

Art. 3. The object of the corporation is the taking of participating interests, in whatsoever form, in other, either Luxembourg or foreign companies, and the management, control and development of such participating interests.

The corporation may in particular acquire real estate and all types of transferable securities, either by way of contribution, subscription, option, purchase or otherwise, as well as realise them by sale, transfer, exchange or otherwise.

The corporation may also acquire and manage all patents and other rights deriving from these patents or complementary thereto.

The corporation may borrow and grant any assistance, loan, advance or guarantee to companies.

The company may also perform any transactions in real estate and in transferable securities, and may carry on any commercial, industrial and financial activity, which it may deem necessary and useful to the accomplishment of its purposes.

Art. 4. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 5. The Company's subscribed capital is fixed at EUR 14,549,300.- (fourteen million five hundred forty-nine thousand three hundred Euro) represented by 1,454,930 (one million four hundred fifty-four nine hundred thirty euros) shares with a nominal value of EUR 10.- (ten euros) each.

The share capital can be increased or decreased at any time subject to Art. 169 of the Law of 1915.

Any available share premium shall be distributable at the free disposal of the Company.

Art. 6. Each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Towards the Company, the Company's shares are indivisible, and only one owner is admitted per share. Joint coowners have to appoint a sole person as their representative towards the Company; otherwise the Company is authorized to suspend the exercise of the rights connected with the shares until such appointment has occurred.

Art. 7. Between shareholders the shares are freely transferable. The assignment of shares between living persons to such persons who are not shareholders requires the approval of shareholders who represent at least three quarters of the share capital, given in a general meeting of shareholders. Assignments become legally effective towards the Company and third parties after having been delivered to the Company according to Art. 1690 of the Civil code (Code civil) or after having been accepted by the Company by virtue of a notarial deed or private deed. In case of a transfer by cause of death Article 189 of the Civil code applies with the proviso that the transfer to any third parties, including to successors who have a right to the legal portion and the transfer to the surviving spouse also require the approval of shareholders who represent at least three quarters of the share capital.

In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

Art. 8. Resolutions of the general meeting of shareholders are made by simple majority. However, resolutions to alter the articles of association of the Company may only be adopted by the majority of shareholders representing at least three quarters of the Company's share capital. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding.

Each shareholder may be represented by virtue of a written proxy. The proxyholder need not be a shareholder or Manager.

Art. 9.

9.1. Appointment, formation and power of the Board of Managers

The Company is managed by one or several managers (the "Managers") who need not be shareholders and who, in case of plurality of Managers, constitute a board of Managers (the "Board").

The number of Managers is fixed and the members of the Board are appointed, revoked and replaced by a resolution adopted by shareholders representing more than half of the share capital.

In the aforementioned resolution the shareholders fix the power inherent in the Managers' mandates as well as their duration. If no duration is specified, they are appointed for an unlimited duration. The Managers may be reelected; they may be dismissed at any time and without cause or indemnity by the shareholders with the aforementioned majority of votes.

The Board may choose from among its members a Chairman of the Board who shall serve for such period as is determined by the Board. The Chairman of the Board shall not be entitled to a casting vote.

In dealing with third parties, the Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object provided the terms of this article 9 shall have been complied with.

Art. 9.2. Decision making process of the Board of Managers. The Board can only validly decide if at least the majority of all Managers are present or represented at a meeting; however, decisions can be taken by circular resolution.

All Board meetings shall be convened by the Chairman of the Board or any two (2) Managers by a convening notice stating the agenda and comprising copies of any relevant papers to be discussed.

A Manager can be represented by another Manager; however a Manager can not represent more than one other Manager.

Decisions of the Board may be taken by means of personal attendance or by means of a conference call or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by all Managers present. A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held.

Art. 9.3. Representation of the Company. The Company will be bound by the joint signature of two (2) managers or the sole signature of any persons to whom such signatory power shall be delegated by the Board. In case the Board is composed of one (1) member only, the Company will be bound by the signature of the sole manager.

The Board may elect for the day to day administration of the Company an Executive Manager who may bind the Company by his sole signature, provided he acts within the limits of the delegation by the Board.

The delegation in favor of a member of the Board shall entail the obligation for the Board to report each year to the ordinary meeting of shareholders on the salary, fees and any advantages granted to the Executive Manager.

The Board may subdelegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents, which may also be nonshareholders.

The Board will determine this agent's responsibilities and remuneration, the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency. The agent's authorization may be revoked by the Board at any time without cause or indemnity.

In case of an appointment of an ad hoc agent according to the proceeding Article 9.3., the Company is represented by the sole signature of the ad hoc agent, provided he acts within the limits of the delegation by the Board.

Art. 10. The Managers and authorized signatories assume, by reason of their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company.

Art. 11. The death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the shareholders will not bring the Company to an end. Creditors, beneficiaries and heirs of a deceased shareholder cannot file an application for a garnishment or for the enforcement of other rights with regard to the property or documents of the Company. They have to adhere to the last financial statement to exercise their rights.

Art. 12. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 13. Each year, with reference to December 31, the Company's accounts are established and the Managers prepare an annual account in the form of a financial statement including profits and losses.

The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortizations, expenses and other burdens is allocated as follows:

- five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital;
- the remaining amount is at the disposal of the shareholders.

Art. 14. In case of a winding-up of the company the liquidation will be carried out by one or several liquidators which need not be shareholders, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Art. 15. Reference is made to the provisions of the Law of 1915, as amended, for all matters for which no specific provision is made in these articles of association."

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, le Président a déclaré le présent procès-verbal clos.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, constate que sur demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi par une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra ainsi que la version allemande pour ce qui est des statuts de société.

Estimation des frais

Le montant total des dépenses, frais, rémunérations et charges, de toute forme, qui seront supportés par la société en conséquence du présent acte est estimé à environ deux mille cinq cents euros (2.500,- €). A l'égard du notaire instrumentaire, toutes les parties comparantes et/ou signataires des présentes se reconnaissent solidairement et indivisiblement tenues du paiement des frais, dépenses et honoraires découlant des présentes.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux parties comparantes, connues du notaire par leurs nom, prénom, état et demeure, elles ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signés: J. TENEBAY, L. WERNERT, S. BOMBENGER, K. REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 21 mars 2013. Relation: EAC/2013/3877. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Pétange, le 25 mars 2013.

Référence de publication: 2013040478/592.

(130049964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mars 2013.

**Classic Cars Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Value Capital Group S.A.).**

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 142.350.

L'AN DEUX MILLE TREIZE, LE SEPT MARS.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme dénommée Value Capital Group S.A., ayant son siège social à L-2165 Luxembourg, 26-28, rives de Clausen, inscrite au R.C.S Luxembourg sous la section B et le numéro 142.350,

constituée sous la dénomination de «KAELA S.A.» par acte reçu par le notaire Christine DOERNER, de résidence à Bettembourg, le 9 octobre 2008, publié au Mémorial C n° 2667 du 31 octobre 2008, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg, en date du 13 mars 2012, publié au Mémorial C numéro 1082 du 27 avril 2012.

L'assemblée est présidée par Madame Valérie WESQUY, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Orietta RIMI, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée des actionnaires désigne comme scrutateur Madame Orietta RIMI, prénommée.

Le bureau ainsi constitué dresse la liste de présence, laquelle après avoir été signée par tous les actionnaires présents, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée à la présente minute avec laquelle elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Suivant la prédite liste de présence, tous les actionnaires, représentant l'entière du capital social, sont présents ou dûment représentés à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut valablement délibérer et décider sur tous les différents points figurant à l'ordre du jour.

II.- Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Transformation de la forme de la société en une société à responsabilité limitée, et adaptation des statuts de la société à la nouvelle forme de société, sans toutefois changer, ni le capital social, ni l'exercice social et on adoptant le nom de «Classic Cars Management S.à r.l.»; et l'objet social comme suit: L'objet de la société est d'agir comme General Partner (le commandité) de Classic Cars SCA SICAV SIF, une société d'investissement à capital variable (société à capital variable or SICAV) sous la forme d'une société en commandite par actions (société en commandite par actions) organisée comme un fond d'investissement spécialisé soumis à la loi du 13 février 2007 sur les fonds d'investissement spécialisé comme amendé.

La société peut effectuer n'importe quelle opération commerciale, financière ou technique connectée directement ou indirectement dans tous les domaines décrits ci-avant pour faciliter l'accomplissement de son objet social.

2. Cessation des mandats des administrateurs et du commissaire et nomination d'un ou de plusieurs gérants;

3. Divers.

L'assemblée générale ayant approuvé les déclarations du Président et se considérant dûment constituée et convoquée constate que la société n'a pas émis d'obligations et décide de délibérer et voter les résolutions suivantes, à l'unanimité:

Première résolution

L'assemblée décide de transformer la forme juridique de «Value Capital Group S.A.», actuellement sous forme de société anonyme pour la transformer en la forme d'une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois,

et plus particulièrement à ce sujet, changement du nom en «Classic Cars Management S.à r.l.», sans toutefois changer ni le capital ni l'exercice social,

avec adaptation subséquente des statuts de la société à la nouvelle forme de société.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'insérer une traduction anglaise aux statuts, et décide également qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Les statuts de la société «Classic Cars Management S.à r.l.» se lisent comme suit:

Version anglaise:**"ARTICLES OF ASSOCIATION"****Chapter I. Form, Corporate Name, Registered office, Object, Duration****Art. 1. Form, Name.**

1.1 There is established, among the subscriber and all those who may become owners of the shares hereafter, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, by article 1832 of the Civil Code, as amended, and by the present articles of incorporation (the "Articles of Incorporation").

1.2 The Company exists under the name of "Classic Cars Management S.à r.l."

Art. 2. Registered Office.

2.1 The Company will have its registered office in Luxembourg.

2.2 The registered office may be transferred to any other place within the municipality by a resolution of the Board of Managers.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Board of Managers.

2.3 In the event that in the view of the Board of Managers extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The object of the Company is to act as the managing general partner of Classic Cars S.C.A. SICAV SIF, an investment company with variable capital (société à capital variable or SICAV) in the form of a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) organised as a specialised investment fund fonds d'investissement specialise) subject to the modified law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended.

3.2. The Company may carry out any commercial, financial or technical operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

Chapter II. Capital, Shares**Art. 5. Share Capital.**

5.1 The share capital of the Company is set at thirty one thousand euros (EUR 31.000.-) divided into three hundred and ten (310) shares with a par value of one hundred (EUR 100.-) each.

5.2 In addition to the share capital, a premium account may be set up, into which any premium paid on any share in addition to the par value is transferred. Similarly, in addition to the share capital and the premium account, a special reserve account may be set up, into which the Company's shareholder(s) may contribute equity which will not be remunerated by the issue of new shares. Provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the relevant amount remains available pursuant to applicable law, the amount held on the premium account and the special reserve account may be freely used by the Board of Managers or, upon resolution of the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares.

6.1 All the shares will be and remain in registered form.

6.2 When the Company is composed of a sole shareholder, the sole shareholder may freely transfer its/her/his shares.

6.3 When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely only amongst shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the share capital.

6.4 The transfer of shares shall take place by notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.5 Each share is indivisible as far as the Company is concerned. Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not. The Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to the relevant share until that common representative has been appointed.

Art. 7. Increase and Reduction of the Share Capital. The subscribed share capital of the Company may be increased or reduced once or several times by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles or, as the case may be, by the Law for any amendment of these Articles.

Chapter III. Board of managers, Auditors

Art. 8. Management.

8.1 The Company shall be managed by one or several managers, whether shareholders or not (the "Manager(s)"). If several Managers have been appointed, the Managers will constitute a board of managers (the "Board of Managers").

8.2 The Manager(s) shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine their number, their remuneration and the limited or unlimited duration of their mandate. The Managers will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders.

8.3 The sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders may decide to qualify the appointed Managers as Class A Managers and Class B Managers.

8.4 Even after the term of their mandate, the Manager(s) shall not disclose Company information which may be detrimental to the Company's interests, except when such a disclosure is mandatory by law.

Art. 9. Meetings of the Board of Managers.

9.1 If the Company is composed of one sole Manager, the latter will exercise the power granted by the Law to the Board of Managers.

9.2 Procedure

The Board of Managers will appoint a chairman (the "Chairman") from among its members. It may also appoint a secretary, who need not be a Manager and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the shareholder(s).

(I) The Board of Managers will meet upon notice given by the Chairman or upon request of any Manager. The Chairman will preside at all meetings of the Board of Managers. In her/his absence the Board of Managers may appoint another Manager as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

(II) Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least twenty-four hours' written notice of board meetings shall be given. Any such notice shall specify the place, the date, time and agenda of the meeting.

(III) The notice may be waived by unanimous written consent by all Managers at the meeting or otherwise. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

(IV) Every board meeting shall be held in principle in Luxembourg or such other place indicated in the notice.

(V) Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing another Manager as her/his representative.

(VI) A quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office.

(VII) Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at the relevant meeting. In case of a tied vote, the Chairman has a casting vote.

(VIII) One or more Managers may participate in a meeting by means of telephone, conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such methods of participation are to be considered as equivalent to a physical presence at the meeting.

(IX) A written decision signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 10. Minutes of Meetings of the Board of Managers.

10.1 The minutes of the meeting of the Board of Managers or, as the case may be, of the written decisions of the sole Manager, shall be drawn up and signed by all Managers present at the meeting or, as the case may be, by the sole Manager. Any proxies will remain attached thereto.

10.2 Copies or extracts thereof shall be certified by the sole Manager or, as the case may be, by the Chairman of the Board of Managers or by any two Managers.

Art. 11. General Powers of the Managers. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers is vested with the broadest powers to act on behalf of the Company and to perform or authorise all acts of administrative or disposal nature, necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Law to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Manager or, as the case may be, the Board of Managers.

Art. 12. Delegation of Powers.

12.1 The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may confer certain powers and/or special mandates to any member(s) of the Board of Managers or to any other person(s), who need not be a Manager or a Shareholder of the Company, acting either alone or jointly, under such terms and with such powers as the Manager or, as the case may be, the Board of Managers shall determine.

12.2 The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may also appoint one or more advisory committees and determine their composition and purpose.

Art. 13. Representation of the Company.

13.1 In case only one Manager has been appointed, the Company will be bound toward third parties by the sole signature of that Manager as well as by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom the Manager has delegated such signatory power, within the limits of such power.

13.2 In case the Company be managed by a Board of Managers, subject to the following, the Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two Managers as well as by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom the Board of Managers has delegated such signatory power, within the limits of such power.

13.3 Notwithstanding the above, if the sole shareholder or, as the case may be, the general meeting of shareholders has appointed one or several Class A Managers and one or several Class B Managers, the Company will be bound towards third parties only by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager, as well as by the joint signatures or single signature of any person(s) to whom the Board of Managers has delegated such signatory power, within the limits of such power.

Art. 14. Conflict of Interests.

14.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the sole fact that any one or more duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, has a personal interest in, or is a duly authorised representative of said other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any duly authorised representatives of the Company, including but not limited to any Manager, who serves as a duly authorised representative of any other company or firm with which the Company contracts or otherwise engages in business, shall not for that sole reason, be automatically prevented from considering and acting upon any matters with respect to such contract or other business.

14.2 Notwithstanding the above, in the event that any Manager has any personal interest in any transaction to which the Company is a party, other than transactions falling within the scope of the day-to-day management of the Company, concluded in the Company's ordinary course of business and at arm's length, s/he shall inform the Board of Managers of any such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction. Any such transaction and such Manager's interest therein shall be reported to the sole shareholder or, as the case may be, to the next general meeting of shareholders. When the Company is composed of a sole Manager, any transaction to which the Company shall become a party, other than transactions falling within the scope of the day-to-day management of the Company, concluded in the Company's ordinary course of business and at arm's length, and in which the sole Manager has a personal interest which is conflicting with the Company's interest therein, the relevant transaction shall be approved by the sole shareholder.

Art. 15. Indemnification. The Company shall indemnify any Manager and his heirs, executors and administrators, for expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or procedure to which he may be made a party by reason of his being or having been a Manager, or at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except for such action, suit or procedure in relation to matters for which he be held liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall only be provided for matters that the Company has been advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights which the relevant person may be entitled to.

Art. 16. Audit.

16.1 Except if the Company's annual accounts are audited by an independent auditor in accordance with the requirements of the Law, the supervision of the operations of the Company may be, and shall be, if the Company has more than twenty-five (25) shareholders, entrusted to one or more auditors who need not be shareholders.

16.2 The auditors or, as the case may be, the independent auditor, if any, shall be appointed by the sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders, which will determine the number of statutory auditors,

if applicable, the remuneration of the statutory or independent auditor and the duration of their mandate. The auditors will hold office until their successors are elected. They may be re-elected at the end of their term and they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meeting of shareholders.

Chapter IV. Meeting of shareholders

Art. 17. General Meeting of Shareholders.

17.1 The annual general meeting, to be held only in case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting within the first six months within the closing of the financial year of each year.

17.2 If such day is not a business day in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 18. Other General Meetings of Shareholders.

18.1 The shareholders may hold general meetings of shareholders to be convened in compliance with the Law by the Manager or, as the case may be, the Board of Managers, by the auditor(s), if any, or by shareholders owning more than half of the share capital of the Company.

18.2 If the Company is composed of no more than twenty-five (25) shareholders, general meetings of shareholders are not compulsory and the shareholders may cast their vote on the proposed resolutions in writing.

18.3 General meetings of shareholders, including the annual general meeting, may be held abroad only if, in the discretionary opinion of the Manager or, as the case may be, the Board of Managers, circumstances of force majeure so require.

Art. 19. Powers of the Meeting of Shareholders.

19.1 Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

19.2 The general meeting of shareholders shall have the powers vested to it by the Law and by these Articles.

Art. 20. Procedure, Vote.

20.1 The general meeting of shareholders will meet upon notice given by the Manager or, as the case may be, by the Board of Managers, by the auditor(s), if any, or by shareholders owning more than half of the share capital of the Company made in compliance with the Law and the present Articles.

20.2 The notice shall be sent to the shareholders at least eight (8) days prior to the meeting and shall specify the date, time, place and agenda of the meeting.

20.3 If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

20.4 A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing in writing or by fax another person as her/his proxy who need not be a shareholder.

20.5 One or several shareholders may participate in a meeting by means of a conference call, by videoconference or by any similar means of communication enabling several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

20.6 The Manager or, as the case may be, the Board of Managers may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a general meeting of shareholders.

20.7 Any general meeting of shareholders shall be presided by the Chairman of the Board of Managers or, in his absence, by any other person appointed by the general meeting of shareholders.

20.8 The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

20.9 The general meeting of shareholders shall appoint one or several scrutineer(s).

20.10 The chairman of the general meeting of shareholders together with the secretary and the scrutineer(s) so appointed, form the bureau of the general meeting.

20.11 An attendance list indicating the name of the shareholders, the number of shares held by them and, if applicable, the name of their representative, is drawn up and signed by the bureau of the general meeting of the shareholders or, as the case may be, their representatives.

20.12 One vote is attached to each share, except otherwise provided for by the Law.

20.13 Except as otherwise required by the Law or by the present Articles, any amendment to the present Articles shall be approved by shareholders (i) being a majority of the shareholders in number and (ii) representing three-quarters of the corporate capital.

20.14 Except as otherwise required by the Law or by the present Articles, all other resolutions will be taken by shareholders representing more than half of the share capital of the Company. In case the quorum is not reached at the first meeting, the members shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

Art. 21. Minutes of Shareholders Resolutions.

21.1 Minutes of the written decisions of the sole shareholder or, as the case may be, of the general meetings of shareholders shall be drawn up and signed by the sole shareholder or, as the case may be, by the bureau of the meeting.

21.2 Copies or extracts of the minutes of the resolutions passed by sole shareholder or, as the case may be, by the general meeting of shareholders shall be certified by the sole Manager or, as the case may be, by the Chairman of the Board of Managers or by any two Managers.

Chapter V. Financial year, Distribution of profits

Art. 22. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January in every year and ends on the last day of December.

Art. 23. Approval of Annual Accounts.

23.1 At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager or, as the case may be, the Board of Managers, shall draw up the annual accounts of the Company in accordance with the Law and submit them, if applicable, to the auditor(s) for review and to the sole shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

23.2 Each shareholder or his representative may inspect the annual accounts at the registered office of the Company as provided for by the Law.

Art. 24. Allocation of Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by the Law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed share capital of the Company.

Art. 25. Interim Dividends. The Manager or, as the case may be, the Board of Managers is authorized to pay out interim dividends, provided that current interim accounts have been drawn-up and that said interim accounts show that the Company has sufficient available funds for such a distribution.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation**Art. 26. Dissolution, Liquidation.**

26.1 The Company may be dissolved by a decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles of Incorporation, unless otherwise provided by law.

26.2 Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

26.3 After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed to the holders of the shares pro rata between the classes based on the ration of the total par value, share premium and special reserve account attached to each class of shares.

Chapter VII. Applicable law

Art. 27. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended."

Version française**«STATUTS****Chapitre I^{er}. Forme, Dénomination sociale, Siège, Objet, Durée****Art. 1^{er}. Forme, Dénomination.**

1.1 Il est formé par le souscripteur et toutes les personnes qui pourraient devenir détenteurs des parts sociales, une société sous la forme d'une société à responsabilité limitée (la "Société") régie par les lois du Grand Duché de Luxembourg et, plus spécifiquement, par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, par l'article 1832 du Code Civil, tel que modifié, ainsi que par les présents statuts (les "Statuts").

1.2 La Société adopte la dénomination "Classic Cars Management S.à r.l.".

Art. 2. Siège Social.

2.1 Le siège social sera établi à Luxembourg.

2.2 Le siège social peut être transféré à une autre adresse à l'intérieur de la commune sur décision du Conseil de Gérance.

Des succursales ou autres bureaux peuvent être établis soit au Grand Duché de Luxembourg, soit à l'étranger par une décision du Conseil de Gérance.

2.3 Au cas où le Conseil de Gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la société au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et des personnes à l'étranger ou que de tels événements sont imminents, il pourra transférer temporairement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la loi du Grand Duché de Luxembourg. Ces mesures temporaires seront adoptées et notifiées à toute partie intéressée par l'un des organes de la Société ou par la personne chargée de la gestion journalière de la Société.

Art. 3. Objet.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la société est d'agir comme General Partner (le commandité) de Classic Cars SCA SICAV SIF, une société d'investissement à capital variable (société à capital variable or SICAV) sous la forme d'une société en commandite par actions (société en commandite par actions) organisée comme un fond d'investissement spécialisé soumis à la loi du 13 février 2007 sur les fonds d'investissement spécialisé comme amendé.

3.2. La société peut effectuer n'importe quelle opération commerciale, financière ou technique connectée directement ou indirectement dans tous les domaines décrit ci-avant pour faciliter l'accomplissement de son objet social.

Art 4. Durée.

4.1. La société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La société ne sera pas dissoute pour cause de décès, suspension de droit civil, incapacité, insolvabilité ou banqueroute ou pour cause de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000,-) divisé en trois cent dix (310) parts sociales ayant une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-).

5.2 En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. De la même manière, En plus du capital social et du compte de prime d'émission, il peut être créé un compte de réserve spécial sur lequel tout détenteur de parts sociales de la Société peut placer de l'actif qui ne sera pas rémunéré par l'émission de nouvelles parts sociales. A la condition que des comptes intermédiaires à jour aient été rédigés et que les dits comptes intermédiaires confirme la disponibilité des actifs concernés conformément au droit applicable, l'avoir placé sur ce compte de primes ainsi que du compte de réserve spécial est à la disposition du conseil de gérance ainsi que de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, le cas échéant afin de payer les parts sociales que la Société pourrait racheter des associés, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux associés, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales.

6.1 Chaque part sociale sera et restera sous forme nominale.

6.2 Lorsque la Société est composée d'un associé unique, l'associé unique peut transmettre ses parts librement.

6.3 Si la Société est composée de plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles uniquement entre associés. Dans cette situation, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

6.4 La cession de parts sociales doit être documentée dans un acte notarié ou sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été correctement signifiées à la Société ou acceptées par la Société conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.5 Chaque part est indivisible à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun nommé ou non parmi eux. La Société a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à la part sociale concernée et ce jusqu'à la nomination d'un mandataire commun.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital Social. Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorités exigées pour toute modification des statuts par ces Statuts ou, le cas échéant, par la Loi.

Chapitre III. Conseil de gérance, Commissaires aux comptes

Art. 8. Gérance.

8.1 La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non associés (le(s) "Gérant(s)"). Si plusieurs Gérants ont été nommés, les Gérants vont constituer un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

8.2 Le(s) Gérant(s) est/sont nommé(s) par l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, qui fixe leur nombre, leur rémunération et le caractère limité ou illimité de leur mandat. Le(s) Gérant(s) restera/resteront en fonction jusqu'à la nomination de leur successeur. Il(s) peut/peuvent être renommé(s) à la fin de leur mandat et peut/

peuvent être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

8.3 L'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés peut décider de qualifier les Gérants nommés en Gérant de Catégorie A et en Gérants de Catégorie B.

8.4 Le(s) Gérant(s) ne révélera/révéleront pas, même après le terme de leur mandat, les informations concernant la Société à leur disposition, dont la révélation pourrait porter préjudice aux intérêts de la Société, excepté lorsqu'une telle révélation est obligatoire par la loi.

Art. 9. Réunions du Conseil de Gérance.

9.1 Si la Société est composée d'un seul Gérant, ce dernier exerce le pouvoir octroyé par la Loi au Conseil de Gérance.

9.2 Procédure

Le Conseil de Gérance choisira parmi ses membres un président (le "Président"). Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être Gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et des associés.

(I) Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président ou à la demande d'un Gérant. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, sauf qu'en son absence, le Conseil de Gérance désignera à la majorité des personnes présentes ou représentées à une telle réunion un autre président pro tempore.

(II) Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de toutes les personnes autorisées à participer, un avis écrit de toute réunion du Conseil de Gérance sera donné à tous les Gérants avec un préavis d'au moins vingt-quatre heures. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

(III) Il pourra être passé outre cette convocation avec l'accord écrit de chaque Gérant donné à la réunion ou autrement. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminé dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil de Gérance.

(IV) Toute réunion du Conseil de Gérance se tiendra en principe à Luxembourg ou à tout autre endroit indiqué dans la convocation.

(V) Tout Gérant pourra se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par écrit un autre Gérant comme son mandataire.

(VI) Le quorum du Conseil de Gérance est atteint par la présence ou la représentation d'une majorité de Gérants en fonction.

(VII) Les décisions sont prises à la majorité des votes des Gérants présents ou représentés à la réunion. En cas de parité des votes, le Président a une voix prépondérante.

(VIII) Un ou plusieurs Gérants peuvent participer à une réunion par téléphone, conférence téléphonique, vidéoconférence ou tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à la réunion.

(IX) Une décision écrite par voie circulaire signée par tous les Gérants est régulière et valable comme si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs Gérants.

Art. 10. Procès-verbaux du Conseil de Gérance.

10.1 Les procès-verbaux de la réunion du Conseil de Gérance ou, le cas échéant, les décisions écrites du Gérant Unique, doivent être établies par écrit et signées par tous les Gérants présents ou représentés ou le cas échéant, par le Gérant unique de la Société. Toutes les procurations seront annexées.

10.2 Les copies ou les extraits de celles-ci doivent être certifiées par le gérant unique ou le cas échéant, par le Président du Conseil de Gérance ou, le cas échéant, par deux Gérants.

Art. 11. Pouvoirs des Gérants. Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour accomplir et autoriser tous les actes d'administration ou de disposition, nécessaires ou utiles pour la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la Loi ou par les présents Statuts à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés sont de la compétence du Gérant unique ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance.

Art. 12. Délégation de Pouvoirs.

12.1 Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut conférer certains pouvoirs ou mandats spéciaux à un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance ou à une ou plusieurs autres personnes qui peuvent ne pas être Gérants ou associés de la Société, agissant seul ou ensemble, selon les conditions et les pouvoirs applicables au Conseil de Gérance ou, le cas échéant, déterminés par le Conseil de Gérance.

12.2 Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut aussi nommer un ou plusieurs comités et déterminer leur composition et leur objet.

Art. 13. Représentation de la Société.

13.1 En cas de nomination d'un Gérant unique, la société sera engagée à l'égard des tiers par la signature individuelle de ce gérant, ainsi que par les signatures conjointes ou la signature unique de toute personne à qui le Gérant a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir.

13.2 Dans le cas où la Société est gérée par un conseil de gérance et sous réserve de ce qui suit, la Société sera engagée vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes de deux gérants ainsi que par la signature unique de toute personne à qui le Conseil de Gérance a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir.

13.4 Nonobstant ce qui précède, dans le cas où l'associé unique ou, le cas échéant, l'assemblée générale des associés ont nommé un ou plusieurs Gérants de catégorie A et un ou plusieurs Gérants de catégorie B, la Société sera liée vis-à-vis des tiers uniquement par la signature conjointe d'un Gérant de catégorie A et d'un Gérant de catégorie B, ainsi que par les signatures conjointes ou la signature unique de toute(s) personne(s) à qui le Conseil de Gérance a délégué un tel pouvoir de signature, dans les limites d'un tel pouvoir.

Art. 14. Conflit d'intérêts.

14.1 Aucun contrat ou autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou firmes ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs représentants valablement autorisés de la Société, comprenant mais non limité à tout Gérant, y auront un intérêt personnel, ou en seront des représentants valablement autorisés. Sauf dispositions contraires ci-dessous, tout représentant valablement autorisé de la Société, en ce compris tout Gérant qui remplira en même temps des fonctions de représentant valablement autorisé pour le compte d'une autre société ou firme avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne sera pas, pour ce seul motif, automatiquement empêché de donner son avis et d'agir quant à toutes opérations relatives à un tel contrat ou opération.

14.2 Nonobstant ce qui précède, au cas où un Gérant ou un fondé de pouvoirs de la Société aurait un intérêt personnel dans une opération à laquelle la Société est partie, autre que les transactions conclues dans la cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, il/elle en avisera le Conseil de Gérance (s'il existe) et ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel du Gérant dans celle-ci seront portés à la connaissance de l'associé unique ou, le cas échéant, à la prochaine assemblée générale des associés. Lorsque la Société est composée d'un seul Gérant, toute transaction à laquelle la Société devient partie, autres que les transactions tombant dans le cadre de la gestion journalière de la Société, conclue dans des conditions d'affaires ordinaires de la Société et dans des conditions contractuelles normales, et dans laquelle le Gérant unique a un intérêt personnel qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, la transaction concernée doit être approuvée par l'associé unique.

Art. 15. Indemnisation. La Société doit indemniser tout Gérant et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires, des dépenses raisonnables faites par lui en relation avec toute action, procès ou procédure à laquelle il a pu être partie en raison de sa fonction passée ou actuelle de Gérant, ou, à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est associé ou créancière et par laquelle il n'est pas autorisé à être indemnisé, excepté en relation avec les affaires pour lesquelles il est finalement déclaré dans de telles actions, procès et procédures responsable de grosse négligence ou faute grave. En cas de règlement amiable d'un conflit, des indemnités doivent être accordées uniquement dans les matières en relation avec le règlement amiable du conflit pour lesquelles, selon le conseiller juridique de la Société, la personne indemnisée n'a pas commis une telle violation de ses obligations. Le droit à indemnité ci-avant n'exclut pas d'autres droits que la personne concernée peut revendiquer.

Art. 16. Révision des comptes.

16.1 Sauf si les comptes annuels de la Société sont révisés par un réviseur d'entreprises indépendant conformément aux obligations de la Loi, les opérations de la Société peuvent être surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes, associés ou non, et devront obligatoirement l'être si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés.

16.2 Les commissaires aux comptes ou, le cas échéant, le réviseur d'entreprises indépendant, s'il y en a, seront nommés par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, par l'assemblée générale des associés, selon le cas, qui déterminera leur rémunération et la durée de leur mandat. Les auditeurs resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus. Ils sont rééligibles à la fin de leur mandat et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par décision de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés.

Chapitre IV. Assemblée Générale des associés**Art. 17. Assemblée Générale des Associés.**

17.1 L'assemblée générale annuelle qui doit être tenue uniquement si la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, sera tenue au siège social de la société ou à un autre endroit tel qu'indiqué dans la convocation de l'assemblée dans la période des six premiers mois suivant la clôture de l'exercice social de chaque année.

17.2 Si ce jour est un jour férié au Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 18. Autres Assemblée Générale des Associés.

18.1 Les assemblées générales des associés se réunissent en conformité avec la Loi sur convocation des Gérants ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, subsidiairement du/des commissaire(s) aux comptes, ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

18.2 Si la Société est composée de moins de vingt-cinq (25) associés, les assemblées générales des associés ne sont pas obligatoires et les associés peuvent voter par écrit sur les résolutions proposées.

18.3 Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle, peuvent se tenir à l'étranger seulement si, à l'avis discrétionnaire du Gérant ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, des circonstances de force majeure l'exigent.

Art. 19. Pouvoirs de l'Assemblée Générale.

19.1 Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

19.2 L'assemblée générale des associés a les pouvoirs lui attribués par la Loi et les présents Statuts.

Art. 20. Procédure, Vote.

20.1 L'assemblée générale des associés se réunit en conformité avec la Loi et les présents Statuts sur convocation du Gérant ou, le cas échéant, du Conseil de Gérance, subsidiairement, du commissaire aux comptes, ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

20.2 La convocation sera envoyée aux associés au moins huit (8) jours avant la tenue de la réunion et contiendra la date, l'heure, l'endroit et l'ordre du jour de la réunion.

20.3 Au cas où tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale des associés et déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.

20.4 Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit ou par télécopieur un mandataire, lequel peut ne pas être associé.

20.5 Un ou plusieurs associés peuvent participer à une assemblée par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par tout moyen de télécommunication similaire permettant à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. De telles participations doivent être considérées comme équivalentes à une présence physique à l'assemblée.

20.6 Le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance peut déterminer toutes les autres conditions devant être remplies pour la participation à l'assemblée générale des associés.

20.7 Toute assemblée générale des associés doit être présidée par le Président du Conseil de Gérance ou, en son absence, par toute autre personne nommée par l'assemblée générale des associés.

20.8 Le président de l'assemblée générale des associés doit nommer un secrétaire.

20.9 L'assemblée générale des associés doit nommer un ou plusieurs scrutateurs.

20.10 Le président de l'assemblée générale des associés ensemble avec le secrétaire et le(s) scrutateur(s) nommés forment le bureau de l'assemblée générale.

20.11 Une liste de présence indiquant le nom des associés, le nombre de parts sociales détenues par eux et, si possible, le nom de leur représentant, est dressée et signée par le bureau de l'assemblée générale des associés ou, le cas échéant, leurs représentants.

20.12 Un vote est attaché à chaque part sociale, sauf prévu autrement par la Loi.

20.13 Sauf dispositions contraires de la Loi ou par des présents Statuts, toute modification des présents Statuts doit être approuvée par des associés (i) représentant une majorité des associés en nombre et (ii) représentant les trois-quarts du capital social.

20.14 Sauf dispositions contraires de la Loi ou des présents Statuts, toutes les autres décisions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société. Dans le cas où un tel quorum n'est pas atteint à la première assemblée, les membres doivent être convoqués ou consultés seconde fois, par lettre recommandée, et les décisions doivent être adoptées par une majorité de votes, quel que soit le capital représenté.

Art. 21. Procès verbaux des résolutions des associés.

21.1 Les procès-verbaux des décisions écrites de l'associé unique ou, le cas échéant, des assemblées générales des associés doivent être établies par écrit et signée par le seul associé ou, le cas échéant, par le bureau de l'assemblée.

21.2 Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'associé unique ou, le cas échéant, de l'assemblée générale des associés doivent être certifiées par le Gérant unique ou, le cas échéant, par le Président du Conseil de Gérance ou par deux Gérants.

Chapitre V. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 22. Année Sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour du mois de janvier et finit le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Art. 23. Approbation des Comptes Annuels.

23.1 A la fin de chaque année sociale, les comptes sont arrêtés et le Gérant ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance dresse les comptes annuels de la Société conformément à la loi et les soumet, le cas échéant, au commissaire aux comptes ou, le cas échéant, au réviseur d'entreprises indépendant, pour révision et à l'associé unique ou, le cas échéant, à l'assemblée générale des associés pour approbation.

23.2 Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des comptes annuels au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi.

Art. 24 Affectation des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social souscrit de la Société.

Art. 25. Dividendes Intérimaires. Le Gérant unique ou, le cas échéant, le Conseil de Gérance est autorisé à verser des acomptes sur dividendes, sous condition que des comptes intermédiaires aient été établis et fassent apparaître assez de fonds disponibles pour une telle distribution.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation**Art. 26. Dissolution, Liquidation.**

26.1 La Société peut être dissoute par une décision de l'associé unique ou par décision de l'assemblée générale délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires à la loi.

26.2 En cas de dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou morales), nommées par l'associé unique ou par l'assemblée générale des associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

26.3 Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, toutes les taxes et frais de liquidation compris, l'actif net restant sera distribué aux détenteurs des parts sociales au pro rata entre les classes sur base du rapport de la totalité du capital ainsi que des comptes de prime d'émission et du compte de réserve spécial rattachés aux catégories de parts sociales.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 27. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts seront réglées conformément à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Suite à la présente transformation en «S.à.r.l.», les comparants aux présentes, représentés comme dit ci-dessus, déclarent que le capital social de la société «Classic Cars Management S.à r.l.» est détenu comme suit:

BLACKSTONE HOLDING S.A. - SPF, une société anonyme (société de gestion de patrimoine familial) ayant son siège social au 26-28, Rives de Clausen, à L-2165 Luxembourg (RCS Luxembourg B 54262):310 parts sociales

Total: 310 parts sociales.

Troisième résolution

L'assemblée constate que, suite à la transformation de la société en une société à responsabilité limitée, les mandats des administrateurs et du commissaire actuellement en fonction sont venus à échéance, savoir:

- Conseil d'administration

Monsieur Michele CANEPA

Madame Valérie WESQUY

Monsieur David RAVIZZA

- Commissaire aux comptes

SER.COM S.à r.l. (RCS B 117 942)

L'assemblée déclare donner décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

L'assemblée nomme:

en qualité de gérants de catégorie B

- Monsieur Giorgio SANTAMBROGIO, responsable commercial, né à Milan (Italie) le 7 avril 1963, demeurant à P.zza Mazzini, 42, I-16038 Santa Margherita Ligure, (GE) Italie,

- Monsieur Luciano COLOSIO, entrepreneur, né à Solto Collina (BG) Italie le 2 janvier 1961, demeurant à Via Surina, 1 I-Bagnatica (BG) Italie,

en qualité de gérant de catégorie A

Monsieur Riccardo MORALDI, employé privé, né à Milan (Italie) le 13 mai 1966, demeurant à 26-28, rives de Clausen, L-2165 Luxembourg,

tous pour une durée prenant fin lors de l'assemblée générale à tenir en l'an 2016.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, et plus personne ne demandant la parole, le président a clôturé l'assemblée.

Frais - Évaluation

Le montant des frais, coût, honoraires et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société suite au présent acte, sont évalués à EUR 1.500.-.

DONT ACTE.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, lesdits comparants ont signés avec le notaire le présent acte.

Signé: V. WESQUY, O. RIMI, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 13 mars 2013. Relation: RED/2013/368. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 26 mars 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013040338/608.

(130049539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

HBM BioCapital II Invest, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 176.361.

STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-seventh day of March.

Before Us Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, ("Grand Duchy of Luxembourg"), undersigned.

THERE APPEARED:

HBM BioCapital II LP, a limited partnership established under the laws of Jersey, represented by its general partner HBM BioCapital II Management Ltd, with address at 11-15 Seaton Place St Helier JE4 0QH, registered with the Companies Register of Jersey under number 109573,

hereby represented by Natasha Hartrup, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The aforesaid proxy, being initialled ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in its aforesaid capacity, has requested the notary to draw up the following articles of association of a société à responsabilité limitée which the founders declare to organize among themselves.

Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established a société à responsabilité limitée (the "Company") governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the "Laws") and by the present articles of association (the "Articles of Association").

The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

The Company will exist under the name of HBM BioCapital II Invest.

Art. 2. Registered Office. The Company will have its registered office in the Municipality of Niederanven.

The registered office may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the Manager(s).

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s).

In the event that, in the view of the Manager(s), extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Manager(s).

Art. 3. Object. The object of the Company is the acquisition, holding and disposal of interests in Luxembourg and/or in foreign companies and undertakings, as well as the administration, development and management of such interests.

The Company may provide loans and financing in any other kind or form or grant guarantees or security in any other kind or form, in favour of the companies and undertakings forming part of the group of which the Company is a member.

The Company may also invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds, notes or any other debt instruments as well as warrants or other share subscription rights.

In a general fashion, the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles of Association, as the case may be pursuant to article 29 of the Articles of Association.

The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any other similar event affecting one or several shareholders.

Capital, Shares

Art. 5. Issued Capital. The issued capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro), represented by 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand) shares with a par value of EUR 0.01 (one cent) each.

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles of Association or by the Laws.

In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles to one vote.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

When the Company is composed of several shareholders, the shares may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg Civil Code.

The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Association and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

Art. 7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles of Association or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles of Association.

Art. 8. Incapacity, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Managers, Auditors

Art. 9. Managers. The Company shall be managed by one or several managers who need not be shareholders themselves (the "Manager(s)").

If two (2) Managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) Managers are appointed, they shall form a board of managers (the "Board of Managers").

The Managers will be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate. The Managers are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

The shareholder(s) may decide to qualify the appointed Managers as class A Managers (the "Class A Managers") or class B Managers (the "Class B Managers").

The shareholder(s) shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

Art. 10. Powers of the Managers. The Managers are vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Articles of Association or by the Laws to the general meeting of shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Managers.

Art. 11. Delegation of Powers - Representation of the Company. The Manager(s) may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by them.

The Company will be bound towards third parties by the individual signature of the sole Manager or by the joint signatures of any two Manager(s) if more than one Manager has been appointed.

However, if the shareholder(s) have qualified the Managers as Class A Managers or Class B Managers, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one Class A Manager and one Class B Manager.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Manager(s), but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the following rules shall apply:

A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) of its members so require or, if there are two Managers only, if one of them so requires.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least three (3) calendar days' written notice of meetings of the Board of Managers shall be given in writing and transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text. Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Managers. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

The meetings of the Board of Managers shall be held at the registered office of the Company or at such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Manager as his proxy. Any Manager may represent one or several members of the Board of Managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Managers holding office, provided that in the event that the Managers have been qualified as Class A Managers or Class B Managers, such quorum shall only be met if at least one (1) Class A Manager and one (1) Class B Manager are present or represented.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more Managers may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

A written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers, which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

Art. 13. Resolutions of the Managers. The resolutions of the Manager(s) shall be recorded in writing.

The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the Chairman of the meeting and by the secretary (if any), or by at least one Manager A and one Manager B. Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of written resolutions or minutes, to be produced in judicial proceedings or otherwise, may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Art. 14. Management Fees and Expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the Manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the Manager(s) in relation to such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 15. Conflicts of Interest. If any of the Managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such Manager shall disclose such personal interest to the other Manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole Manager it suffices that the transactions between the Company and its Manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this Article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 16. Managers' Liability - Indemnification. No Manager commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

Manager(s) are only liable for the performance of their duties.

The Company shall indemnify any Manager, officer or employee of the Company and, if applicable, their successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been Manager(s), officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles of Association may be entitled.

Art. 17. Auditors. Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or approved auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Shareholders

Art. 18. Powers of the Shareholders. The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Articles of Association and the Laws. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 19. Annual General Meeting. The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held on the last Monday of the month of June at 2.00 p.m.

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 20. Other General Meetings. If the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing. Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders. Should such written resolutions be sent by the Manager(s) to the shareholders for adoption, the shareholders are under the obligation to, within a time period of fifteen (15) calendar days from the dispatch of the text of the proposed resolutions, cast their written vote by returning it to the Company through any means of communication allowing for the transmission of a written text. The quorum and majority requirements applicable to the adoption of resolutions by the general meeting of shareholders shall mutatis mutandis apply to the adoption of written resolutions.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s), which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 21. Notice of General Meetings. Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles of Association or the Laws, by the Manager(s), on a subsidiary basis, by the statutory auditor(s) (if any) or, on a further subsidiary basis, by shareholders representing more than half (1/2) of the capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles of Association and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 22. Attendance - Representation. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

Art. 23. Proceedings. Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Manager(s) or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The Chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

Art. 24. Vote. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles of Association of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, as the case may be, to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Association, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital. If such majority is not reached at the first meeting (or consultation in writing), the shareholders shall be convened (or consulted) a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the

Articles of Association or the Laws, for the purpose of amending the Articles of Association of the Company or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles of Association, the majority requirements shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the capital.

Art. 25. Minutes. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by the sole Manager or by any two (2) Managers acting jointly if more than one Manager has been appointed.

Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 26. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December of each year.

Art. 27. Adoption of Financial Statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Manager(s) draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws.

The annual statutory and/or consolidated accounts are submitted to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than twenty-five (25) shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen (15) calendar days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

Art. 28. Distribution of Profits. From the annual net profits of the Company, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve required by law (the "Legal Reserve"). That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the issued capital of the Company.

After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

Subject to the conditions (if any) fixed by the Laws and in compliance with the foregoing provisions, the Manager(s) may pay out an advance payment on dividends to the shareholders. The Manager(s) fix the amount and the date of payment of any such advance payment.

Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) adopted by half of the shareholders holding three quarters (3/4) of the capital.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the Manager(s) or such other persons (who may be physical persons or legal entities) appointed by the shareholder(s), who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Applicable law

Art. 30. Applicable Law. All matters not governed by the Articles of Association shall be determined in accordance with the Laws, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Transitory measures

Exceptionally the first financial year shall begin today and end on 31 December 2013.

Subscription - Payment

The capital has been subscribed in its entirety by the appearing party, HBM BioCapital II LP, which hereby subscribes to 1,250,000 (one million two hundred and fifty thousand) shares with a par value of EUR 0.01 (one cent) each. The subscription amount is allocated to the share capital account of the Company.

All these shares have been paid up in cash to the extent of 100% (one hundred per cent), and therefore the amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand Euro.

General Meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1 Are appointed as managers for an undetermined duration:

(a) Dr Alexander Asam, born on 9 September 1965, with professional address at Bundesplatz 1, CH-6300 Zug, Switzerland, as Manager A;

(b) Mrs Anke Jager, born on 22 April 1968, with professional address at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel, as Manager B.

2 The Company shall have its registered office at 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxyholder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said proxyholder has signed with Us, the notary, the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-septième jour de mars.

Par devant Nous Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), sous-signé.

A COMPARU:

HBM BioCapital II LP, une société à responsabilité limitée soumise aux lois de Jersey, représentée par son associé gérant HBM BioCapital II Management Ltd, ayant son siège social au 11-15 Seaton Place St Helier JE4 0QH, enregistré au Registre du Commerce et des sociétés de Jersey sous le numéro 109573,

ici représentée par Natasha Hartrup, avocate, résidant au Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

La procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire agissant au nom de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée ensemble avec celui-ci auprès des autorités d'enregistrement.

Lequel comparant, agissant ès dites qualités, a requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée que les fondateurs déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée (la "Société") régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (les "Lois"), et par les présents statuts (les "Statuts").

La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

La Société adopte la dénomination HBM BioCapital II Invest.

Art. 2. Siègle Social. Le siège social de la Société est établi dans la municipalité de Niederanven.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit dans la Grand-Duché de Luxembourg par une décision des Gérants.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision des Gérants.

Dans l'hypothèse où les Gérants estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par les Gérants.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet l'acquisition, la détention et la cession de participations dans toute société et entreprise luxembourgeoise et/ou étrangère, ainsi que l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut fournir des prêts et financements sous quelque forme que ce soit ou consentir des garanties ou sûretés sous quelque forme que ce soit, au profit de sociétés et d'entreprises faisant partie du groupe de sociétés dont la Société fait partie.

La Société peut également investir dans l'immobilier, les droits de propriété intellectuelle ou tout autre actif mobilier ou immobilier sous quelque forme que ce soit.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder à l'émission privée d'obligations, de billets à ordre ou tout autre instrument de dettes ainsi que des bons de souscription ou tout autre droit de souscription d'actions.

D'une façon générale, la Société peut effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière qu'elle estime utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute, à tout moment, par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, selon le cas, conformément à l'article 29 des Statuts.

La Société n'est pas dissoute par le décès, la suspension des droits civils, l'incapacité, l'insolvabilité, faillite ou tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs des associés.

Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital Émis. Le capital émis est établi à 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros), représenté par 1.250.000 (un million deux cent cinquante mille) parts sociales d'une valeur nominale de 0.01 EUR (un centime) chacune.

Les droits et obligations inhérents aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses parts sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins trois quart du capital social.

La cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou par acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

La propriété d'une part sociale emporte de plein droit acceptation des Statuts de la Société et des décisions valablement adoptées par les associés.

Art. 7. Augmentation et Réduction du Capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

Art. 8. Incapacité, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant les associés n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Gérants, Commissaires aux comptes

Art. 9. Gérants. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants qui n'ont pas besoin d'être associés (les "Gérants").

Si deux (2) Gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) Gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance (le "Conseil de Gérance").

Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Les Gérants peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés.

Les associés pourront qualifier les gérants nommés de Gérants de catégorie A (les "Gérants de Catégorie A") ou Gérants de catégorie B (les "Gérants de Catégorie B").

Les associés ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société.

Art. 10. Pouvoirs des Gérants. Les Gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés relèvent de la compétence des Gérants.

Art. 11. Délégation de Pouvoirs - Représentation de la Société. Les Gérants peuvent déléguer des pouvoirs ou des mandats spéciaux, ou confier des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de leur choix.

La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle du Gérant unique ou par la signature conjointe de deux Gérants si plus d'un Gérant a été nommé.

Toutefois, si les associés ont qualifié les Gérants de Gérants de Catégorie A et les Gérants de Catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans l'hypothèse où un Conseil de Gérance est formé, les règles suivantes s'appliqueront:

Une réunion du Conseil de Gérance doit être convoquée si deux (2) de ses membres le demandent, ou s'il y a seulement deux Gérants, si un des deux le demande.

Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, une convocation écrite devra être transmise, trois (3) jours calendaires au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. La convocation indiquera la date, l'heure et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Il pourra être renoncé à cette convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront au siège social de la Société ou à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer de temps à autre.

Tout Gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Gérants de Catégorie A ou des Gérants de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B sont présents ou représentés.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion.

Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs Gérants.

Art. 13. Résolutions des Gérants. Les résolutions des Gérants doivent être consignées par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance seront signés par le Président de la réunion et par le secrétaire (s'il y en a), ou par au moins un Gérant A et un Gérant B. Les procurations y resteront annexées.

Les copies ou les extraits des résolutions écrites ou les procès-verbaux, destinés à être produits en justice ou ailleurs, pourront être signés par le Gérant unique ou par deux Gérants agissant conjointement si plus d'un Gérant a été nommé.

Art. 14. Rémunération et Dépenses. Sous réserve de l'approbation des associés, les Gérants peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 15. Conflits d'Intérêt. Si un ou plusieurs Gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce Gérant devra en aviser les autres Gérants et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans l'hypothèse d'un Gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son Gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs Gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise. Toute personne liée de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relations d'affaires, ne devra pas en raison de cette affiliation à cette société ou entreprise, être automatiquement empêchée de délibérer, de voter ou d'agir autrement sur une opération relative à de tels contrats ou transactions.

Art. 16. Responsabilité des Gérants - Indemnisation. Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

La Société indemniserà tout Gérant, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, leurs successeurs, leurs héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes de Gérant (s), de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 17. Commissaires aux Comptes. Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

Le(s) commissaire(s) aux compte(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

Des associés

Art. 18. Pouvoirs des Associés. Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts et les Lois. Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par les Lois à l'assemblée générale des associés.

Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

Art. 19. Assemblée Générale Annuelle des Associés. L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le dernier lundi du mois de juin à 14 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 20. Autres Assemblées Générales. Si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les résolutions des associés peuvent être prises par écrit. Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs associés. Dès lors que les résolutions à adopter ont été envoyées par les Gérants aux associés pour approbation, les associés sont tenus, dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant la réception du texte de la résolution proposée, d'exprimer leur vote par écrit en le retournant à la Société par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit. Les exigences de quorum et de majorité imposées pour l'adoption de résolutions par l'assemblée générale s'appliquent mutatis mutandis à l'adoption de résolutions écrites.

Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger, chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par les Gérants, le requièrent.

Art. 21. Convocation des Assemblées Générales. A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation des Gérants, subsidiairement, du commissaire aux comptes (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social émis.

La convocation envoyée aux associés indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'associés doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications proposées des Statuts et, le cas échéant, le texte des modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Art. 22. Présence - Représentation. Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

Art. 23. Procédure. Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

Art. 24. Vote. Lors de toute assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation (ou consultation par écrit), les associés seront de nouveau convoqués (ou consultés) et les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre de parts sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de la modification des Statuts de la Société ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, la majorité exigée sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital.

Art. 25. Procès-Verbaux. Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Gérant unique ou par deux Gérants au moins agissant conjointement dès lors que plus d'un Gérant aura été nommé.

Exercice social, Comptes annuels, Distribution des bénéfices

Art. 26. Exercice Social. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et s'achève le dernier jour de décembre de chaque année.

Art. 27. Approbation des Comptes Annuels. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et les Gérants dressent l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif ainsi que le compte de résultat conformément aux Lois.

Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis aux associés pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social de la Société. Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, ce droit ne pourra être exercé que dans les quinze (15) jours calendaires qui précèdent l'assemblée générale annuelle des associés.

Art. 28. Distribution des Bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale (la "Réserve Légale"), conformément à la loi. Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital émis de la Société.

Après affectation à la Réserve Légale, les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, aux associés, chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Sous réserve des conditions (s'il y en a) fixées par les Lois et conformément aux dispositions qui précèdent, les Gérants peuvent procéder au versement d'un acompte sur dividendes aux associés. Les Gérants détermineront le montant ainsi que la date de paiement de tels acomptes.

Dissolution, Liquidation

Art. 29. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par une décision prise par la moitié des associés possédant les trois quarts (3/4) du capital social.

En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera réalisée par les Gérants ou toute autre personne (qui peut être une personne physique ou une personne morale) nommée par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, et de tous les frais de liquidation, le boni net de liquidation sera réparti équitablement entre le(s) associé(s) de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles relatives à la distribution de dividendes.

Loi applicable

Art. 30. Loi Applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2013.

Souscription - Libération

Le capital social a été souscrit dans son intégralité par la partie comparante, HBM BioCapital II LP, qui par la présente souscrit à 1.250.000 (un million deux cents cinquante mille) parts sociales ayant une valeur de EUR 0,01 (un centime) chacune. Le montant de la souscription est alloué au compte du capital social de la Société.

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été libérées par des versements en numéraire à concurrence de 100% (cent pour cent), de sorte que la somme de 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille euros.

Assemblée Générale

Immédiatement après la constitution de la Société, le comparant précité, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

1 Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

(a) Dr Alexander Asam, né le 9 septembre 1965, avec adresse professionnelle au Bundesplatz 1, CH-6300 Zug, Suisse, en qualité de Gérant A;

(b) Mme Anke Jager, née le 22 avril 1968, avec adresse professionnelle au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel, en qualité de Gérant B.

2 Le siège social de la Société est établi au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Findel.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: N. HARTRUP et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 28 mars 2013. Relation: LAC/2013/14490. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR)

Le Releveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 4 avril 2013.

Référence de publication: 2013045011/582.

(130054834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2013.

Cilbup S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 90.011.250,00.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 143.460.

In the year two thousand twelve, on the twentieth of December.

Before Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

THERE APPEARED:

CILBUP GUERNSEY HOLDING LIMITED, a limited liability company organised under the laws of the Bailiwick of Guernsey, with registered office at Isabelle Chambers, Route Isabelle, St. Peter Port, Guernsey, GY1 3RA (Channel Islands), and registered with the Guernsey Registry of Companies under number 49718,

represented by Marcus PETER, Rechtsanwalt, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on December 20, 2012.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary shall stay attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Who declared and requested the notary to state:

I. That "CILBUP GUERNSEY HOLDING LIMITED", prenamed, is the sole participant (the "Sole Participant") of "Cilbup S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organised under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B143.460, incorporated by a deed of Maître Paul FRIEDERS, notary residing in Luxembourg on November 26, 2008, published in the Mémorial C number 11 on 5 January 2009 amended by a deed of the same notary dated 25 February 2009 published in the Mémorial C number 766 on 8 April 2009 (the "Company").

II. That the issued share capital of the Company is fixed at one hundred million twelve thousand and five hundred euros (EUR 100,012,500.-) divided into four hundred thousand fifty (400,050) class A parts, four hundred thousand fifty (400,050) class B parts, four hundred thousand fifty (400,050) class C parts, four hundred thousand fifty (400,050) class D parts, four hundred thousand fifty (400,050) class E parts, four hundred thousand fifty (400,050) class F parts, four hundred thousand fifty (400,050) class G parts, four hundred thousand fifty (400,050) class H parts, four hundred thousand fifty (400,050) class I parts, and four hundred thousand fifty (400,050) class J parts, each part having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25.-).

III. After this had been set forth, the above named participant representing the whole issued share capital, has decided to hold an extraordinary general meeting and to take unanimously the following resolutions:

First resolution

The Sole Participant decides to reduce the issued share capital of the Company by an amount of ten million one thousand and two hundred fifty euros (EUR 10,001,250.-) so as to bring it down from its actual amount of one hundred million twelve thousand and five hundred euros (EUR 100,012,500.-) to ninety millions eleven thousand and two hundred fifty euros (EUR 90,011,250.-) by cancellation of any and all parts of class J.

Second resolution

The meeting decides to grant the broadest powers to the board of managers to implement the aforementioned share capital reduction and generally to do everything necessary or useful to effectively ensure the completion of the aforementioned resolutions.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the sole participant decides to amend article 7 of the articles of association so as to be worded as follows:

« **Art. 7.** The corporate capital is fixed at ninety million eleven thousand and two hundred fifty euros (EUR 90,011,250.-) divided into:

- four hundred thousand fifty (400,050) class A parts,
- four hundred thousand fifty (400,050) class B parts,
- four hundred thousand fifty (400,050) class C parts,
- four hundred thousand fifty (400,050) class D parts,
- four hundred thousand fifty (400,050) class E parts,

- four hundred thousand fifty (400,050) class F parts,
- four hundred thousand fifty (400,050) class G parts,
- four hundred thousand fifty (400,050) class H parts, and
- four hundred thousand fifty (400,050) class I parts,

each part having a nominal value of twenty-five euros (EUR 25.-) and such rights and obligations as set out in the present Articles.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the participants adopted in the manner required for amendment of these Articles.

The capital of the Company may be reduced through the cancellation of parts including by the cancellation of one or more entire classes of parts through the repurchase and cancellation of all parts in issue in such class(es). In the case of repurchases and cancellations of classes of parts such cancellations and repurchases shall be made in the reverse alphabetical order (starting with class I).

In the event of a reduction of capital through the repurchase and the cancellation of a class of parts (in the order provided for in the above paragraph), such class of parts gives right to the holders thereof pro rata to their holding in such class to the Available Amount (with the limitation however to the total cancellation amount (the "Total Cancellation Amount") as determined by the general meeting of participants) and the holders of parts of the repurchased and cancelled class of parts shall receive from the Company an amount equal to the cancellation value per part (the "Cancellation Value Per Part") for each part of the relevant class held by them and cancelled.

The Cancellation Value Per Part shall be calculated by dividing the Total Cancellation Amount by the number of parts in issue in the class of parts to be repurchased and cancelled.

The Total Cancellation Amount shall be an amount determined by the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers and approved by the general meeting on the basis of the relevant Interim Accounts. The Total Cancellation Amount for each of the classes I, H, G, F, E, D, C, B and A shall be the Available Amount of the relevant class at the time of the cancellation of the relevant class unless otherwise resolved by the general meeting of the participants in the manner provided for an amendment of the Articles provided however that the Total Cancellation Amount shall never be higher than such Available Amount.

Upon the repurchase and cancellation of the parts of the relevant class, the Cancellation Value Per Part will become due and payable by the Company. For the purposes of these Articles, "Available Amount" shall mean the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) to the extent the participant would have been entitled to dividend distributions according to article 13 of the Articles, increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be, by the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of parts to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting) so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount.

NP = net profits (including carried forward profits).

P = any freely distributable reserves.

CR = the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the class of parts to be cancelled.

L = losses (including carried forward losses).

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the Articles.

For the purposes of these Articles, "Interim Accounts" shall mean the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

For the purposes of these Articles, "Interim Account Date" shall mean the date no earlier than twenty (20) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant class of parts."

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the sole participant decides to amend article 13 of the articles of association so as to be worded as follows:

« **Art. 13.** Each year on the 31st of December an inventory of the assets and the liabilities of the Company as well as a balance sheet and a profit and loss account shall be drawn up.

The revenues of the Company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations, the provisions and taxes constitute the net profit.

Five per cent (5%) of this net profit shall be appropriate for the legal reserve; this deduction ceases to be compulsory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the

reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched. The balance is at the disposal of the general meeting of participants.

The manager or, in case of plurality of managers, the board of managers is authorised to decide and to distribute interim dividends at any time, under the following conditions:

1. the manager or, in case of plurality of managers, the board of managers will prepare interim statements of accounts which are the basis for the distribution of interim dividends;

2. these interim statements of accounts show that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits as per the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve in accordance with the Law or these Articles.

The share premium may be distributed to the participants upon decision of a general meeting of participants in accordance with the provisions set forth hereafter. The general meeting of participants may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the manager or, as the case may be, the board of managers and may be paid at such places and times as may be determined by the manager or, as the case may be, the board of managers. The manager or, as the case may be, the board of managers may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on a part during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such part, shall be forfeited by the holder of such part, and shall revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of parts.

In the event of a dividend declaration, such dividend shall be allocated and paid as follows:

a) an amount equal to 0.25% of the nominal value of each part shall be distributed equally to all participants pro rata to their parts regardless of their class, then

b) the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last class in the reverse alphabetical order (i.e. first class I parts, then if no class I parts are in existence, class H parts and in such continuation until only class A parts are in existence)."

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges, in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

The undersigned notary, who speaks and understands English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary by name, Christian name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille douze, le vingt décembre,

Pardevant Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A COMPARU:

CILBUP GUERNSEY HOLDING LIMITED, une société à responsabilité limitée constituée sous les lois de Bailiwick de Guernesey, ayant son siège social au Isabelle Chambers, Route Isabelle, St. Peter Port, Guernsey, GY1 3RA, et immatriculée auprès du Registre des Sociétés de Guernesey, sous le numéro 49718,

représentée par Marcus PETER, avocat, résidant au Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 20 décembre 2012.

Laquelle procuration sera signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire soussigné, et restera annexée au présent acte pour les formalités de l'enregistrement.

A déclaré et prié le notaire d'acter:

I. Que «CILBUP GUERNSEY HOLDING LIMITED», pré-qualifiée, est le seul associé (l'«Associé Unique») de «Cilbup S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B143460, constituée suivant acte reçu par Maître Paul FRIEDERS, notaire de résidence à Luxembourg, le 26 novembre 2008, publié au Mémorial C numéro 11 du 5 janvier 2009 modifié suivant acte reçu par le même notaire le 25 février 2009, publié au Mémorial C numéro 766 du 8 avril 2009 (la «Société»).

II. Que le capital social de la Société est fixé à cent millions douze mille cinq cents euros (EUR 100,012,500.-) divisé en quatre cent mille cinquante (400,050) parts sociales de catégorie A, quatre cent mille cinquante (400,050) parts sociales

de catégorie B, quatre cent mille cinquante (400,050) parts sociales de catégorie C, quatre cent mille cinquante (400,050) parts sociales de catégorie D, quatre cent mille cinquante (400,050) parts sociales de catégorie E, quatre cent mille cinquante (400,050) parts sociales de catégorie F, quatre cent mille cinquante (400,050) parts sociales de catégorie G, quatre cent mille cinquante (400,050) parts sociales de catégorie H, quatre cent mille cinquante (400,050) parts sociales de catégorie I, et quatre cent mille cinquante (400,050) parts sociales de catégorie J, chaque part sociale ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25.-) chacune.

III. Après ce qui a été exposé, l'Associé Unique nommé ci-dessus, représentant la totalité du capital social, a décidé de tenir une assemblée générale extraordinaire et de prendre à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de réduire le capital de la société d'un montant de dix millions mille deux cent cinquante euros (EUR 10,001,250.-) pour le porter de son montant actuel de cent millions douze mille cinq cents euros (EUR 100,012,500.-) à quatre-vingt dix millions onze mille deux cent cinquante euros (EUR 90,011,250.-) par l'annulation totale de toutes les parts sociales de catégorie J.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'accorder les pouvoirs les plus étendus au conseil de gérance afin de réaliser la réduction de capital ci-avant mentionnée et d'accomplir généralement tout ce qui est nécessaire ou utile à la réalisation effective de ladite réduction de capital et des présentes résolutions.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Associé Unique décide de modifier l'article 7 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 7.** Le capital social est fixé à nonante millions onze mille deux cent cinquante euros (EUR 90,011,250.-), divisé en:

- quatre cent mille cinquante (400,050) parts sociales de catégorie A,
- quatre cent mille cinquante (400,050) parts sociales de catégorie B,
- quatre cent mille cinquante (400,050) parts sociales de catégorie C,
- quatre cent mille cinquante (400,050) parts sociales de catégorie D,
- quatre cent mille cinquante (400,050) parts sociales de catégorie E,
- quatre cent mille cinquante (400,050) parts sociales de catégorie F,
- quatre cent mille cinquante (400,050) parts sociales de catégorie G,
- quatre cent mille cinquante (400,050) parts sociales de catégorie H, et
- quatre cent mille cinquante (400,050) parts sociales de catégorie I,

chaque part sociale ayant une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25.-) et ayant les droits et obligations tels que stipulés dans les présents Statuts.

Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit à tout moment par une résolution des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Le capital de la Société pourra être réduit au moyen d'une annulation de parts sociales, notamment par l'annulation d'une ou plusieurs catégorie(s) de parts sociales suite au rachat et à l'annulation de l'ensemble des parts sociales émises dans la(les) catégorie(s) de parts sociales concernée(s). En cas de rachats et d'annulations de catégories de parts sociales, ces rachats et annulations ne pourront se faire que dans le sens alphabétique inverse (c'est-à-dire en commençant par la catégorie de parts sociales I).

En cas de réduction du capital par rachat et annulation d'une catégorie de parts sociales (dans l'ordre tel qu'indiqué dans le paragraphe ci-dessus), cette catégorie de parts sociales donne droit à ses détenteurs, au pro rata de leur participation dans cette catégorie, au Montant Disponible (cependant avec la limitation que le montant total de l'annulation (le «Montant Total de l'Annulation») tel que déterminé par l'assemblée générale des associés) et les détenteurs de parts sociales de la catégorie de parts sociales rachetée et annulée recevront de la Société un montant égal à la valeur d'annulation par part sociale (la «Valeur d'Annulation Par Part Sociale») pour chacune des parts de la catégorie concernée détenue par eux et annulée.

La Valeur d'Annulation Par Part Sociale sera calculée en divisant le Montant Total de l'Annulation par le nombre de parts sociales émises dans la catégorie de parts sociales rachetée et annulée.

Le Montant Total de l'Annulation sera un montant déterminé par le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance sur base des Comptes Intermaires concernés. Le Montant Total de l'Annulation pour chacune des catégories I, H, G, F, E, D, C, BetA sera le Montant Disponible de la catégorie concernée au moment de l'annulation de la catégorie concernée, sauf autrement décidé par l'assemblée générale des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts, cependant à la condition que le Montant Total d'Annulation ne soit jamais supérieur au Montant Disponible.

Au moment du rachat et de l'annulation des parts sociales de la catégorie concernée, la Valeur d'Annulation Par Part Sociale sera due et payable par la Société.

Dans le cadre de ces Statuts, «Montant Disponible» signifie le montant total des bénéfices nets de la Société (incluant les bénéfices reportés) dans la mesure où l'associé aurait droit aux distributions de dividendes conformément à l'article 13 des Statuts, augmenté par (i) toutes réserves librement distribuables et (ii) le cas échéant par le montant de la réduction de capital et le montant de la réserve légale liée à la catégorie de parts sociales devant être annulée mais réduit par (i) les pertes (incluant les pertes reportées) et (ii) les sommes devant être placées dans la (les) réserve(s) conformément aux exigences posées par la Loi et les Statuts, chaque fois tel que présentés par les Comptes Intérimaires concernés (et pour éviter tout ambiguïté, sans double comptabilisation) tel que:

$$MD = (BN + B + RC) - (P + RL)$$

Avec:

MD = Montant Disponible.

BN = bénéfices nets (incluant les bénéfices reportés).

B = toutes réserves librement distribuables.

RC = le montant de la réduction de capital et de la réserve légale de réduction liée à la catégorie de parts sociales devant être annulée.

P = pertes (incluant les pertes reportées).

RL = toutes sommes devant être allouées à une (des) réserve(s) selon les exigences posées par la Loi ou les Statuts.

Dans le cadre de ces Statuts, «Comptes Intérimaires» signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date Des Comptes Intérimaires.

Dans le cadre de ces Statuts, «Date Des Comptes Intérimaires» signifie une date qui ne peut précéder de vingt (20) jours la date de rachat et d'annulation de la catégorie concernée.»

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'Associé Unique décide de modifier l'article 13 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 13.** Chaque année au 31 décembre, il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la Société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

Les produits de la Société, déduction faite des frais généraux, charges, amortissements, provisions et taxes constituent le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, ledit prélèvement cessant d'être obligatoire dès que le montant de ce fonds de réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital de la Société, mais ce montant devra être reconstitué entièrement chaque fois que, quelque soit la raison, le fonds de réserve aura été entamé. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des associés.

Le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance est autorisé à décider et à distribuer des dividendes intérimaires à tout moment, dans le respect des conditions suivantes:

1. le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance préparera une situation intermédiaire des comptes de la Société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés à la clôture du dernier exercice fiscal, augmenté par le bénéfice reporté et les réserves distribuables, et diminué par les pertes et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents Statuts.

La prime d'émission pourra être distribuée aux associés sur décision de l'assemblée générale des associés conformément aux dispositions détaillées ci-après. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer un montant du compte de prime d'émission au compte de la réserve légale.

Les dividendes déclarés pourront être payés dans toute devise déterminée par le gérant ou, le cas échéant, par le conseil de gérance et pourront être payés au lieu et heure déterminés par le gérant ou, le cas échéant, le conseil de gérance. Le gérant, ou le cas échéant le conseil de gérance pourra déterminer le taux de change final applicable à la devise utilisée lors du paiement des dividendes. Un dividende déclaré mais non payé pendant une durée de cinq ans ne pourra plus être réclamé par le détenteur de cette part sociale, sera perdu pour le détenteur de cette part sociale et sera retourné à la Société. Aucun intérêt ne sera payé sur des dividendes déclarés et non réclamés et détenus par la Société pour le compte de leurs détenteurs.

Dans le cas d'une déclaration de dividendes, ces dividendes devront être alloués et payés de la manière suivante:

a) un montant égal à 0,25% de la valeur nominale de chaque part sociale sera distribué de manière égale à l'ensemble des associés au pro rata de ses parts sociales sans tenir compte de leur catégorie, ensuite

b) le solde du montant total distribuable devra être alloué dans son intégralité aux détenteurs de la dernière catégorie de parts sociales dans le sens alphabétique inverse (c'est-à-dire d'abord la catégorie de parts sociales I, ensuite si aucune

part sociale de catégorie I n'existe, les parts sociales de catégorie H et ainsi de suite jusqu'à ce que seules les parts sociales de catégorie A existent).»

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces, qui incombent à la société à la suite du présent acte sont estimés à mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande de la comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, à la date mentionnée au début de ce document.

Et après lecture faite au représentant de la comparante, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état civil et résidence, le représentant de la dite partie comparante a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Peter, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 31 décembre 2012. Relation: EAC/2012/17897. Reçu soixante-quinze euros 75,00€.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013039840/291.

(130049418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

**Polytech Industries S.A., Société Anonyme,
(anc. Polytech Investment (SPF) S.A.).**

Siège social: L-3378 Livange, Z.I.C., rue de Bettembourg.
R.C.S. Luxembourg B 72.023.

L'an deux mille treize, le quatre février

Par devant Maître Anja HOLTZ, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme POLYTECH INVESTMENT (SPF) S.A., avec siège social à L-8211 Mamer, 53 Route d'Arlon, constituée sous forme de société anonyme suivant acte reçu par le notaire Aloyse BIEL, alors de résidence à Capellen, en date du 23 septembre 1999, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 957 du 14 décembre 1999, et dont les statuts ont été modifiés aux termes d'un acte sous seing privé en date du 9 avril 2004, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 767 du 27 juillet 2004, et d'un acte reçu le 20 décembre 2010 par le Notaire Aloyse BIEL, de résidence à Esch-sur-Alzette, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Numéro 1305 du 16 juillet 2011,

Inscrite au registre du commerce et des sociétés Luxembourg sous le numéro B 72023,

L'assemblée est ouverte à 15 heures 30, présidée par Monsieur Laurent VELLINGER, demeurant à Ay-sur-Moselle, qui désigne comme scrutateur Monsieur Frédéric Henri SCHAEFER, demeurant à Luxembourg ET comme secrétaire Monsieur Pierre-Marie VELLINGER, demeurant à Mondelange.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour:

Ordre du jour

1. Modification de la dénomination sociale de la société et modification afférente du premier alinéa de l'article 2 des statuts,

2. Transfert du siège social de la société et la modification afférente du deuxième alinéa de l'article 2 des statuts,

3. Modification de l'objet social de la société et modification subséquente de l'article 3 des statuts,

4. Modification du régime de signature statutaire et modification de l'article 9 des statuts,

5. Démission et nominations d'administrateurs

6. Démission et nomination d'un commissaire aux comptes.

II. Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes, avec lesquelles elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV. Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est constituée régulièrement et peut valablement délibérer, telle qu'elle est constituée, sur les points de l'ordre du jour.

Ces faits étant reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier la dénomination sociale de la société pour lui donner le nom de «POLYTECH INDUSTRIES S.A.» et modifie en conséquence l'alinéa premier de l'article 2 des statuts comme suit:

« **Art. 2. (Alinéa 1).** La société prend la dénomination de POLYTECH INDUSTRIES S.A.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société de Mamer à L-3378 Livange, Zone Industrielle et Commerciale, Rue de Bettembourg.

Par conséquent, le deuxième alinéa de l'article 2 des statuts aura la teneur suivante:

« **Art. 2. (Alinéa 2).** La société est constituée pour une durée indéterminée et aura son siège social à Livange.»

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social de la société et modifie par conséquent l'article 3 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 3.** La société a pour objet la conception, l'assemblage, le négoce, la vente, l'installation et la maintenance d'équipements électriques ainsi que les études, la réalisation et l'installation des systèmes correspondants dans les domaines de l'électricité des courants forts et courants faibles dans le cadre des activités et produits de la branche, de l'électronique, de l'informatique et des réseaux de télécommunications voix, images, données, des nouvelles technologies de l'information et des communications, de toutes prestations de service à valeur ajoutée y compris la formation et le conseil.

Sont incluses toutes réalisations pour des tiers d'études techniques spécialisées ou non, portant sur des programmes complets de projets assortis de la maîtrise d'oeuvre ou faisant appel à l'ingénierie.

La société a également pour objet l'assemblage, le négoce, la vente, l'installation et la maintenance d'équipements électriques relatifs aux énergies renouvelables ou visant à réaliser des économies d'énergie par tous procédés classiques ou résultants d'innovations technologiques.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier le régime de signature statutaire. Par conséquent, l'article 9 des statuts y afférent aura la teneur suivante:

« **Art. 9.** Le conseil d'administration peut déléguer ses pouvoirs à un ou deux administrateurs, directeurs, gérants ou autres gérants.

La société se trouve valablement engagée en toutes circonstances soit par la seule signature d'un seul administrateur délégué, soit par la seule signature du directeur général (nommé par décision du conseil d'administration), soit par la signature conjointe de deux administrateurs.»

Cinquième résolution

L'assemblée accepte, avec effet immédiat, la démission des administrateurs suivants:

- Monsieur Aniel GALLO,
- Madame Mireille MASSON,
- Madame Madeleine ALIE.

L'assemblée nomme en lieu et place cinq nouveaux administrateurs.

Sont nommés administrateurs de la société:

- Monsieur Laurent VELLINGER, Ingénieur Systèmes, né le 29 juillet 1956, à Bouzonville (F-), demeurant à F-57300 Ay-sur-Moselle, 20 rue Charles Pelte,
- Monsieur Frédéric Henri SCHAEFER, Ingénieur industriel, né le 3 juillet 1958, à Luxembourg, demeurant L-1881 Luxembourg, 28 boulevard Kaltreis,
- Monsieur Pierre-Marie VELLINGER, Ingénieur technicien, né le 28 juillet 1986, à Thionville (F-) demeurant à F-57300 Mondelange, 477 rue de Metz,

- Monsieur Jilles SLAKMON, Commerçant, né le 19 juillet 1967, à Tunis (Tunisie), demeurant à F-91300 Massy, 1 rue des anglais,

- Monsieur Patrick ARAMA, Directeur, né le 1^{er} octobre 1958, à Meknes (Maroc), demeurant à L-1740 Luxembourg, 20 rue de Hollerich.

Les mandats des administrateurs ainsi nouvellement nommés prendront fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2018.

Sixième résolution

L'assemblée accepte, avec effet immédiat, la démission de la FIDUCIAIRE & EXPERTISE (Luxembourg) S.A. de son poste de commissaire aux comptes.

Est nommé commissaire aux comptes:

TG Experts S.A., inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B132.619, ayant son siège social à L-4384 Ehlerange, Zare Ouest.

Le mandat du commissaire aux comptes ainsi nouvellement nommé prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2018.

Conseil d'administration

Et à l'instant se sont réunis les membres du conseil d'administration de la société:

- Monsieur Laurent VELLINGER, demeurant à F-57300 Ay-sur-Moselle, 20 rue Charles Pelte,
- Monsieur Frédéric Henri SCHAEFER, demeurant L-1881 Luxembourg, 28 boulevard Kaltreis,
- Monsieur Pierre-Marie VELLINGER, demeurant à F-57300 Mondelange, 477 rue de Metz,
- Monsieur Jilles SLAKMON, Commerçant, demeurant à F-91300 Massy, 1 rue des anglais,
- Monsieur Patrick ARAMA, Directeur, demeurant à L-1740 Luxembourg, 20 rue de Hollerich.

Lesquels membres présents après avoir déclaré se considérer comme dûment convoqués ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- De l'accord de l'assemblée générale des actionnaires, ils constatent la démission de Monsieur Aniel GALLO de son poste d'administrateur délégué, et nomme en ses lieu et place Messieurs Laurent VELLINGER et Frédéric Henri SCHAEFER, prénommés chargés de l'administration journalière, avec pouvoir de représenter la société en toutes circonstances par leur signature isolée.

- Un directeur général sera nommé dans les meilleurs délais par un administrateur délégué.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la présente assemblée a été clôturée à 15 heures 50.

Frais

Le montant des dépens, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élèvent approximativement à 950.-EUR

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé avec le notaire.

Signé: Holtz; L. VELLINGER; PM. VELLINGER; SCHAEFER; SLAKMON; ARAMA.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 6 février 2013. Relation EAC/2013/1761. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société à des fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Esch-sur-Alzette, le 27 février 2013.

Signature.

Référence de publication: 2013040207/129.

(130049557) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mars 2013.

Asopos A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-5401 Ahn, 7, route du Vin.

R.C.S. Luxembourg B 40.438.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2011 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2013045951/11.

(130055932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 avril 2013.